

Rapport d'activité  
des services  
2018





**Georges ZIEGLER**  
Président  
du Département  
de la Loire

## **Une collectivité active pour un département dynamique**

Ce bilan d'activité de l'année 2018 rend d'abord compte de l'engagement des agents de la collectivité dans l'exercice de leurs missions en faveur de la Loire et des Ligériens. Il offre à chacun la vision la plus claire possible de l'action du Département. Je veux qu'il soit aussi une vitrine renforçant la reconnaissance du travail des équipes du Département.

**La Loire a fait le choix de l'action et de l'innovation** pour affirmer la place du Département et remplir sa mission avec détermination, humanisme et responsabilité, au bénéfice de nos concitoyens.

C'est notamment vrai pour accompagner les Ligériens tout au long de la vie, conduire nos investissements routiers, soutenir les territoires pour un développement équilibré ou préparer l'avenir par un soutien volontariste envers la jeunesse.

Mais ce choix repose d'abord sur les femmes et les hommes qui contribuent chaque jour à la **mise en œuvre d'un service public départemental efficace, ancré dans le réel, attentif à chacun, au plus près des habitants.**

Vous trouverez dans ce rapport autant d'exemples d'actions concrètes qui illustrent cet engagement.

Je veux ici rappeler le succès de la *Véloire* reliant la Saône-et-Loire à Roanne et qui trouvera bientôt son prolongement dans la Plaine du Forez ; la mobilisation lancée autour de l'Autonomie pour imaginer des actions autour du soutien aux aidants, de l'amélioration de l'habitat, des services de conciergerie, ou encore la signature des contrats négociés qui aideront les intercommunalités et communes à mener à bien leurs projets.

Mais notre Département est aussi soucieux de son attractivité et ambitieux pour l'avenir. Il a engagé en 2018 une réflexion sur les problématiques routières auxquelles nous sommes confrontés pour apporter des réponses globales, adaptées aux nouveaux enjeux de mobilité, de sécurité et d'attractivité. C'est aussi le sens des coopérations interdépartementales que nous avons lancées pour définir un cadre d'actions partagées et des moyens en commun afin d'améliorer les services proposés aux usagers de nos territoires.

Ensemble, nous construisons un service public de proximité où l'humanité se conjugue avec l'autorité et la compétence. Je remercie chacun des agents départementaux pour leur engagement.

# Sommaire

6

## L'Agenda 21 de la Loire

8

## Solidarité Accompagner tous les âges de la vie

- 12 Enfance et famille
- 14 Autonomie
- 16 Action sociale de proximité
- 18 Insertion et emploi
- 20 Logement et habitat

22

## Éducation, culture et loisirs Animer et enrichir la vie locale

- 26 Collèges
- 28 Jeunesse
- 30 Sports
- 32 Tourisme
- 34 Patrimoine
- 36 Arts vivants et enseignement  
artistique
- 38 Livre et multimédia
- 40 Archives départementales

# Sommaire

42

Territoire

## **Construire la Loire de demain**

- 46 Entretien des routes départementales
- 48 Grands travaux
- 50 Transports
- 52 Un territoire connecté et innovant
- 54 Aménagement du territoire
- 56 Eau potable et assainissement
- 58 Agriculture et forêt
- 60 Environnement et biodiversité

62

Institution

## **Moderniser et valoriser l'action départementale**

- 66 L'Assemblée départementale
- 68 Organigramme des services
- 70 Le plan de modernisation
- 72 Ressources humaines
- 74 Communication
- 76 Bâtiments et moyens généraux
- 78 Système d'informations
- 80 Les affaires juridiques et la commande publique
- 82 Finances
- 84 Stratégie et modernisation de l'action publique
- 86 Secrétariat général



# L'AGENDA 21 DE LA LOIRE

Le Département s'engage depuis plusieurs années pour un développement durable de la Loire. Une démarche qui favorise l'attractivité et le développement des territoires, tout en répondant aux besoins de ses habitants. À travers son Agenda 21, il veut faciliter la lisibilité de son action, avec notamment 32 projets emblématiques.

## Les six objectifs de l'Agenda 21

- Développer les dynamiques des territoires
- Agir pour la qualité de vie
- Rechercher la haute qualité environnementale et la préservation de la biodiversité
- Favoriser les solidarités
- Apporter des réponses à l'enjeu d'attractivité du département
- Adapter les pratiques aux nouveaux enjeux

## LA TRANSVERSALITÉ AU COEUR DES PROJETS

Renouvelé en 2016, l'Agenda 21 du Département est désormais en ordre de marche. La transversalité dans la conduite des projets est l'une des marques de fabrique de cette démarche. Mêlant aménagement de voirie et tourisme, la réalisation de la Véloire, voie verte au nord de Roanne (cf. p.33 et 49), en est l'une des illustrations.

Dans le domaine social, un travail conjoint entre les directions de la protection de l'enfance et de la culture a donné lieu à des ateliers théâtre, danse et dessin à destination d'enfants confiés au Département.

Un projet d'insertion par le sport a permis à un groupe de bénéficiaires du RSA, dans le Roannais, de se réunir autour d'activités sportives. Cette action, associant la direction de l'insertion et de l'emploi, de l'éducation (diététicienne) et celle des sports, a permis la mobilisation des bénéficiaires, favorisant leur insertion professionnelle.

Les services de l'agriculture et de la vie sociale se coordonnent également pour permettre l'accès à une alimentation de qualité aux publics accueillis dans les établissements médico-sociaux. À l'image de ce qui a été mis en place dans les collèges, ce projet Agenda 21 facilite la mise en relation des cuisiniers de ces structures avec des producteurs bio ou locaux, soutenant ainsi l'agriculture ligérienne.



## LE SUIVI GLOBAL DE L'AGENDA 21 VALORISÉ DANS LE RAPPORT ANNUEL DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dès le lancement de son Agenda 21, le Département a mis en place un système de suivi des projets, sous la forme d'indicateurs de performance. Ces indicateurs permettent de mesurer les résultats des projets et d'effectuer les éventuels ajustements nécessaires.

En 2018, 61 indicateurs ont ainsi été suivis par les pilotes de projets et sont présentés dans le Rapport annuel de développement durable 2018, en complément des actions réalisées dans l'année. Ce rapport est disponible sur [loire.fr](http://loire.fr).



Solidarité

# Solidarité

**Accompagner  
tous les âges de la vie**



# LA SOLIDARITÉ en chiffres

**420**   
**mineurs**  
non accompagnés  
accueillis (+ 33%)

**95,6** <sup>RSA</sup> M€  
consacrés à l'**allocation RSA**

**3 066**        
bénéficiaires  
de la **Prestation de compensation du handicap**

**2<sup>0</sup>052**   
**enfants** confiés au Département

**62**   
**agriculteurs** en difficulté aidés

REPÈRES

**473,8 M€**

consacrés à la solidarité

soit **59,3%**  
du budget total

**13 844**   
**visites**  
**au domicile**  
de personnes âgées  
pour évaluer leurs besoins



# ENFANCE ET FAMILLE

La protection maternelle et infantile (PMI) accompagne les familles : grossesse, naissance et santé de l'enfant, modes de garde... Le Département a adopté un schéma prévention-protection de l'enfance (2017-2021) pour mettre en action sa politique dans ce domaine.

## Chiffres clés 2018

**1 177** enfants aidés

**2 167** jeunes accompagnés (prévention spécialisée en 2017)

**991** grossesses suivies par la PMI

**10 151** enfants vus en bilan à l'école maternelle

**2 052** enfants confiés au Département

**2 288** enfants pris en charge financièrement par le Département

## LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

### **Le dispositif Crèches AVIP (à vocation d'insertion professionnelle)**

Un travail partenarial a été engagé entre le Département, la Commission départementale de l'accueil des jeunes enfants (CDAJE), la Ville de Saint-Étienne et Pôle emploi afin de lever le frein de la garde des jeunes enfants pour les parents souhaitant reprendre une activité professionnelle.

Ce dispositif permet d'accueillir en crèche les jeunes enfants (0-3 ans) de parents demandeurs d'emploi, afin qu'ils disposent de temps pour conduire leurs démarches. La PMI vient en appui technique dans ce dispositif pour veiller à l'intérêt de l'enfant.

À la rentrée 2018, la crèche Tom Pouce à Saint-Étienne a mobilisé 5 places d'accueil spécifique, devenant ainsi la première crèche AVIP de la Loire.

### **Un nouvel outil d'information pour les assistants maternels**

Pour diffuser les informations utiles aux assistants maternels et favoriser leur professionnalisation, les services de la PMI ont élaboré un nouveau support d'information nommé Flash Info. Le premier numéro, adressé par mail en novembre 2018, a porté notamment sur la nouvelle obligation de vérification des vaccins des enfants accueillis.

A young child with light brown hair, wearing an orange hoodie and a climbing harness, is climbing a rock wall. The wall is white with various colored holds (red, purple, yellow). The child is looking back over their shoulder towards the camera. The background is a plain white wall.

## Équilibre alimentaire et santé bucco-dentaire

Au Chambon-Feugerolles, la PMI a participé à l'élaboration d'une exposition sur le thème de l'équilibre alimentaire et la pratique d'une activité physique dès le plus jeune âge. Elle est présentée en crèche, au relais assistants maternels, dans les écoles et dans les locaux de la consultation de PMI.

Dans les écoles maternelles des secteurs de Montbrison, Forez sud et Plaine et Coise, les infirmières de PMI ont sensibilisé les élèves à l'hygiène bucco-dentaire, en reprenant les gestes adaptés à un brossage de dents efficace.

## LA PRÉVENTION AUPRÈS DES JEUNES

La politique en faveur de la jeunesse se décline à travers des actions de prévention permettant de prendre en charge les difficultés le plus en amont possible et ainsi d'éviter la dégradation des situations : prévention spécialisée, projets locaux d'animation, foyers de jeunes travailleurs, lutte contre le décrochage scolaire, médiation sociale éducative, dispositif relais, Fonds d'aide aux jeunes en difficulté... soit près de 6 M€ investis à ce titre. Au 31 décembre 2018, 3 010 enfants bénéficient d'une mesure éducative à domicile, dans un cadre administratif ou judiciaire.

## LA PROTECTION DES ENFANTS

Le nombre d'enfants confiés au Département dans le cadre d'une décision administrative ou judiciaire a augmenté de près de 10% en un an. Par ailleurs, le nombre de mineurs non accompagnés a augmenté de 33% (soit 420 enfants). Une nouvelle offre d'accueil a dû être développée pour répondre à ces besoins.

L'Observatoire départemental de la protection de l'enfance (ODPE) s'est structuré au cours de l'année 2018 dans une dynamique collaborative entre tous les acteurs, pour l'observation et l'évolution des pratiques en protection de l'enfance.

### ZOOM

#### Des actions culturelles et sportives à destination des enfants placés

Sport, théâtre, danse, écriture... plusieurs opérations ont été mises en place pour aider les enfants à s'ouvrir et se construire :

- un challenge sportif pour une vingtaine de jeunes qui s'entraînent toute l'année pour participer en septembre 2019 au Raid nature 42,
- des ateliers d'écriture et de dessin encadrés par une illustratrice et un auteur pour booster la créativité des enfants,
- des ateliers théâtre pour ados ou tout-petits...

Ces actions, qui s'appuient sur les ressources de la collectivité, ont été engagées en transversalité entre les directions de la protection de l'enfance, de la culture, des sports et de la communication. Compte tenu du succès de ce projet, elles se poursuivront en 2019.



# AUTONOMIE

La politique du Département en faveur de l'autonomie vise à accompagner au quotidien les personnes fragilisées par le handicap ou le grand âge, par le biais de prestations sociales et d'une offre de services diversifiée, à domicile comme en établissement.

## Chiffres clés 2018

**224,1 M€** consacrés à l'autonomie

**192 545** personnes reçues à la Maison Loire Autonomie (accueil téléphonique et physique)

**173** professionnels au sein de la direction autonomie et de la MDPH

**13 844** visites à domicile pour évaluer les besoins des personnes âgées

**31 450** bénéficiaires de prestations en faveur de l'autonomie financées par le Département

Le Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA) a vu le jour en 2018. Cette instance consultative émet des avis et formule des propositions ou recommandations sur les orientations de la politique de l'autonomie dans le département. Elle est constituée de bureaux, et de quatre groupes de travail portant sur les thèmes suivants :

- Habitat et autonomie à domicile
- Soutien aux aidants
- Droits et participation des usagers
- Suivi du schéma autonomie 2017-2021

## RENFORCER LA PRÉVENTION, UNE PRIORITÉ

La Maison Loire Autonomie vise à simplifier le parcours des personnes âgées et des personnes handicapées pour favoriser le maintien à domicile ou accompagner une entrée en établissement.

## La conférence des financeurs de la prévention

Placée sous la présidence du Département, cette instance constitue la table ronde des principaux financeurs de la prévention. En 2018, près de 70 projets et 26 résidences autonomie ont été accompagnés pour la mise en œuvre d'actions de prévention.

## Le Parcours de santé des aînés en risque de perte d'autonomie (PAERPA)

Cette expérimentation lancée en 2017 sur le territoire roannais a permis de mettre en œuvre en 2018 des actions visant à fluidifier le parcours des personnes âgées de plus de 75 ans : numéro unique Allo seniors roannais, mise en place d'une coordination territoriale d'appui (CTA), formation sur le repérage des signes de fragilité pour les salariés de l'aide à domicile...



## LE SOUTIEN AUX PERSONNES ÂGÉES

### La modernisation de l'aide à domicile

En 2018, le Département a signé avec la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) la 4<sup>e</sup> génération de la convention de modernisation de l'aide à domicile (2018-2021). Elles prévoit des actions structurantes pour le secteur de l'aide à domicile, de formation et de professionnalisation des salariés et de soutien aux proches aidants.

### Le dispositif MAIA

Ce dispositif vise à accompagner les situations complexes des personnes âgées et de leurs familles et à coordonner les parcours de prise en charge. Quatre MAIA couvrent l'ensemble du territoire ligérien. En 2018, les conventions avec l'Agence régionale de santé concernant trois des quatre dispositifs MAIA ont été renouvelées.

### Budget 2018

Le Département a consacré un budget de 112,4 M€ aux personnes âgées, dont 66,6 M€ en faveur de l'hébergement et 45,8 M€ en faveur du maintien à domicile. L'APA compte 13 143 bénéficiaires (+ 3,68%) pour un budget de 43,5 M€. ▶

## L'ACCOMPAGNEMENT DU HANDICAP TOUT AU LONG DE LA VIE

Les personnes handicapées peuvent bénéficier d'un accompagnement personnalisé de la MDPH et de la compensation de la perte d'autonomie, dans le respect de leurs projets de vie.

### Une réponse accompagnée pour tous (RAPT)

Après avoir notamment été expérimentée dans la Loire, la RAPT est depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 déployée dans toute la France. Pilotée par la MDPH, cette démarche est destinée à mettre en œuvre des solutions d'accompagnement d'un enfant ou d'un adulte handicapé, afin d'éviter toute rupture dans son parcours. Dans ce cadre, Via Trajectoire PH a été déployé en 2018. Cet outil vise à faciliter les demandes d'admission en établissement et connaître à tout moment les places disponibles.

### Budget 2018

Le Département a consacré un budget de 111,7 M€ au handicap, dont 75,7 M€ en faveur de l'hébergement et 36 M€ en faveur du maintien à domicile. La Prestation de compensation du handicap (PCH) est versée à 3 066 bénéficiaires (22,9 M€).





## ACTION SOCIALE DE PROXIMITÉ

Au plus près des habitants, le service social répond ou oriente les Ligériens les plus fragiles sur des questions de la vie quotidienne : accès aux droits fondamentaux, logement, insertion, parentalité, budget...

### Chiffres clés 2018

**72 000** entretiens dont **11%** de visites à domicile

**6 471** ménages accompagnés

**208** ménages bénéficiaires d'une mesure d'accompagnement social personnalisé

**1 898** faits de violence intrafamiliale traités

**303** interventions d'interprétariat et traduction

**236** ménages de gens du voyage accompagnés

**62** agriculteurs en difficulté aidés

## UNE PRÉSENCE TERRITORIALE FORTE

Le service social met en œuvre des actions collectives seul ou en partenariat, à destination des différents publics. Un travail est conduit pour développer des guichets d'accueil mutualisés afin de simplifier le parcours de l'utilisateur.

### Mise en place d'un guichet unique d'accueil social à Roanne (quartier Saint-Clair)

Les services du Département et ceux de la ville de Roanne ont travaillé conjointement sur ce projet d'accueil commun. Objectifs : faciliter l'accès aux droits des usagers de ce quartier classé en politique de la ville. Le premier accueil a été réorganisé en mai 2018 afin d'améliorer l'orientation des usagers.

## Une action sociale polyvalente organisée sur quatre territoires

Les rencontres avec les usagers (familles, personnes vulnérables, jeunes, bénéficiaires du RSA...) se déroulent dans 129 points d'accueil ou au domicile des personnes. Face au désengagement des partenaires institutionnels, les services départementaux restent souvent les seuls interlocuteurs de proximité, confrontés aux réalités actuelles de notre société. Pour autant, la collectivité peut s'appuyer sur des partenaires locaux et associatifs qui complètent son action.

## DES POLITIQUES SOCIALES COORDONNÉES CONTRE L'EXCLUSION

Mesures d'accompagnement personnalisé pour personnes majeures vulnérables, accompagnement spécifique des agriculteurs en difficulté, des gens du voyage... Différents marchés publics, conventions ou mandats parachèvent l'action sociale du Département.

### L'interprétariat pour personnes étrangères et personnes malentendantes

En 2018, des représentants de la communauté malentendante ont bénéficié des services d'un interprète pour participer à la consultation des usagers dans le cadre du chantier de l'accessibilité des transports collectifs. L'interprétariat en langues étrangères a été marqué par des demandes de langues rares, difficiles à satisfaire. Pour répondre à ces sollicitations, un nouveau marché, qui prendra effet début 2019, prévoit de nouvelles modalités d'intervention.

### La prise en charge des victimes de violences intrafamiliales

Quatre assistantes sociales interviennent auprès des services de police et gendarmerie pour favoriser la prise en charge précoce des victimes de violences et leur orientation vers les partenaires compétents. Elles assurent un rôle d'interface entre les forces de l'ordre et les différents services sociaux.

Le Département est également engagé dans le dispositif "Téléphone Grave Danger" et soutient financièrement des associations d'aide aux victimes.

### Une démarche éducative innovante sur le territoire Gier Ondaine Pilat (GOP)

Depuis plusieurs années, les éducatrices du GOP mènent un travail pour accompagner les familles au plus près de leurs réalités quotidiennes et de leurs besoins. Cela se traduit, entre autres, par :

- une démarche de formation collective à "l'approche médiation",
- des sorties qui rassemblent des enfants et leurs parents, organisées conjointement par les éducatrices et les familles, dans une volonté pédagogique de ne plus "faire pour" mais de "faire avec".





# INSERTION ET EMPLOI

Chef de file de l'insertion dans la Loire, le Département verse l'allocation RSA à plus de 15 500 foyers et anime avec ses partenaires des dispositifs pour favoriser le retour à l'emploi durable de ces publics.

## Chiffres clés 2018

**95,6 M€** consacrés à l'allocation RSA (+ 2%)

**4 M€** pour les actions d'insertion

**1,8 M€** pour les contrats aidés

**14 500** contrats d'insertion signés

**1 500** places d'insertion sociale, d'actions préparatoires et d'accès à l'emploi

**544** recrutements opérés

## LE RSA DANS LA LOIRE

15 500 foyers ligériens perçoivent le RSA et sont soumis aux droits et devoirs liés à cette prestation.

Les référents de parcours, qui représentent 201 postes équivalent temps plein (Département, prestataires de services, Pôle emploi), accompagnent les bénéficiaires du RSA et gèrent leurs parcours d'insertion individuels.

En 2018, 1 300 suspensions de RSA ont été décidées en équipe pluridisciplinaire. Par ailleurs, 850 réorientations d'accompagnement ont été proposées.

Depuis fin 2017, trois contrôleurs sont chargés de vérifier la conformité des situations des allocataires du RSA. Cette mission a permis de finaliser le contrôle de 934 situations (ciblées ou aléatoires). 53% d'entre elles (soit 496) ont été jugées non conformes. La mission sera poursuivie.

# LES DISPOSITIFS POUR L'EMPLOI

## Le parrainage des jeunes

Objectif : proposer aux jeunes diplômés ligériens un parrain qui facilite l'accès au premier emploi.

Chiffres 2018 :

- 112 jeunes suivis
- 38 sorties du dispositif par l'emploi



## Remise en jeu

Objectifs : accompagner les entreprises pour le recrutement et l'intégration durable des salariés, et organiser des parcours d'insertion avec les associations, les établissements publics, les collectivités et des structures agréées.

Chiffre 2018 : 544 recrutements opérés en contrats aidés (CEC ou CIE) et en contrats de droit commun

## Les ateliers chantiers d'insertion et entreprises d'insertion

Objectif : proposer un accompagnement et une activité professionnelle aux personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.  
Chiffre 2018 : 130 CDD d'insertion (CDDI)

## Les chantiers éducatifs

Objectif : proposer aux jeunes des supports d'activité mis en œuvre par 35 collectivités territoriales en vue de les accompagner dans leur projet d'insertion sociale et professionnelle.

Chiffres 2018 :

- 18 925 heures réalisées
- 515 jeunes recrutés



## La réinsertion par le sport

Le Département a expérimenté dans le Roannais un dispositif d'accompagnement d'une douzaine de bénéficiaires du RSA via le sport, baptisé "Emploi(e)-toi", pour les aider à se remettre en mouvement. Basket, escrime, tennis de table, athlétisme, marche nordique, vélo... Au fil de l'expérimentation, certaines personnes ont gagné en confiance et adopté une nouvelle hygiène de vie. Cette dynamique a aidé plusieurs bénéficiaires à entreprendre des projets de formation ou à décrocher un entretien. Un dispositif concluant qui devrait s'étendre à d'autres territoires.





# LOGEMENT ET HABITAT

Des dispositifs d'aide pour l'accès et le maintien dans un logement à l'accompagnement des propriétaires pour l'amélioration de l'habitat, le Département est un acteur majeur du logement. En 2018, il a conduit une évaluation de sa politique en la matière pour redéfinir son engagement.

## Chiffres clés 2018

**375** ménages bénéficiaires d'une mesure d'accompagnement social lié au logement (**1,8 M€**)

**690** interventions de médiation locative

**85** diagnostics de l'usage économe du logement (DUAL) réalisés

**23 558** contacts au sein des MDHL :

**63,7%** par téléphone

**36,3%** en accueil physique

## FAVORISER L'ACCÈS ET LE MAINTIEN DANS UN LOGEMENT

Les personnes rencontrant des difficultés peuvent bénéficier du Fonds de solidarité logement (FSL) pour être soutenues dans le paiement de leurs loyers et factures d'eau et d'énergie. Afin de prévenir les expulsions, le FSL peut être mobilisé pour les locataires en situation de loyers impayés. Il soutient les plans d'aide mis en place auprès des bailleurs pour résorber la dette.

Des ménages en grande difficulté peuvent bénéficier d'un Accompagnement social lié au logement (ASLL) pour la recherche, l'installation et le maintien dans leur logement. Deux bailleurs sociaux associatifs sont financés pour les loger.

# AMÉLIORER LA QUALITÉ DES LOGEMENTS

La qualité de l'habitat est un enjeu majeur pour l'attractivité du territoire et le Département s'engage dans la mise en œuvre des différents dispositifs d'aide à l'amélioration des logements déployés à l'échelle intercommunale (PIG, OPAH).

## Un programme d'intérêt général (PIG) de l'habitat privé

En 2018, le Département a décidé de lancer son second PIG de l'habitat privé, en partenariat avec les sept communautés de communes du territoire. Ce dispositif opérationnel permettra aux propriétaires occupants éligibles aux aides de l'Agence nationale d'amélioration de l'habitat (ANAH) de disposer d'un accompagnement technique et financier pour conduire des travaux de rénovation de leur logement.

Les objectifs du programme ont été fixés à 1 045 logements occupés par leurs propriétaires à améliorer ou à adapter sur quatre ans, selon la répartition suivante :

- 845 logements à améliorer au titre de la performance énergétique,
- 200 logements à adapter au titre de la perte d'autonomie liée au vieillissement ou au handicap.



Rénov'actions 42  
LE SERVICE PUBLIC DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE  
04 77 41 41 25  
www.renovactions42.org  
Accompagnement gratuit  
AMÉLIORONS  
LA PERFORMANCE  
ÉNERGÉTIQUE  
DE VOTRE  
LOGEMENT

## Rénov'actions 42

La MDHL a été positionnée comme le point d'entrée de la plateforme ligérienne de la rénovation énergétique "Rénov'actions 42".

Ce dispositif propose à tous les propriétaires un accompagnement technique et financier, tout au long de leur projet de rénovation.

## INFORMER ET CONSEILLER

La Maison départementale de l'habitat et du logement (MDHL) propose une offre de services complète pour répondre à tous les besoins de la population et des partenaires. En plus du siège stéphanois, le Département dispose de deux antennes, à Roanne et à Montbrison.

Sont présents au sein de toutes les antennes de la MDHL :

- les juristes de l'Agence départementale d'information sur le logement (ADIL42),
- les conseillers de l'Espace info énergie, portés par ALEC42,
- les architectes-conseils du Département,
- des permanences de Solidaires pour l'habitat (SOLIHA) Loire (ex PACT Loire) sur les antennes de Roanne et de Montbrison.





Éducation, culture et loisirs

# Éducation, culture et loisirs

**Animer et enrichir  
la vie locale**



# L'ÉDUCATION, LA CULTURE ET LES LOISIRS en chiffres

**2<sup>e</sup>**  
**Plan**  
**Jeunes**  
**#11-16 ANS**

**5,3 M€**  
de **travaux**  
dans les collèges  
publics



Plus de  
**1 000**   
**abonnés** à la page  
des Archives

**40 000 €**  
pour les  
**activités**  
de **pleine**  
**nature**

**21**

**km** pour le 1<sup>er</sup> tronçon de la **Véloire**



REPÈRES

**66,5 M€**

pour les actions culturelles,  
éducatives et sportives

soit **8,3%**  
du budget total

**58 543**



**visiteurs** dans les 4 sites historiques



# COLLÈGES

Travaux, entretien, équipements, restauration... Responsable des collèges, le Département met tout en œuvre pour offrir les meilleures conditions d'apprentissage aux élèves.

## Chiffres clés 2018

**5,3 M€** de travaux dans les collèges publics, dont  
**913 000 €** pour les restructurations  
**2,7 M€** pour les travaux de maintenance  
**460 000 €** pour le petit entretien (amélioration du fonctionnement des établissements)  
**300 000 €** pour les travaux d'urgence

## LES TRAVAUX DANS LES COLLÈGES

### Les restructurations

Après le choix des lauréats de concours, les études sont en cours pour la restructuration de la demi-pension du collège du Puits de la Loire à Saint-Étienne (4,5 M€), la rénovation d'Anne Frank à Saint-Just Saint-Rambert (12 M€) et la restructuration du collège Jacques Brel à Chazelles-sur-Lyon (4,9 M€).

### Les travaux de maintenance

2,7 M€ d'études et de travaux ont été consacrés aux opérations suivantes :

- maintien à niveau de la sécurité dans les établissements,
- extension et rénovation du câblage informatique,
- réfection de locaux pédagogiques ou administratifs, réaménagement partiel du collège Jean Papon à La Pacaudière,
- rénovation de la laverie de la demi-pension de Saint-Romain-le-Puy,
- reprise de la clôture du collège Jules Vallès à Saint-Étienne en accompagnement de la création de la 3<sup>e</sup> ligne de tramway,
- requalification des toitures-terrasses de plusieurs établissements,
- lancement d'études de mise en accessibilité dans trois collèges,
- création de deux salles de classe au collège Michel de Montaigne à Balbigny,
- requalification de la demi-pension à Panissières.



## L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES AGENTS TECHNIQUES

Le Département a poursuivi et renforcé sa politique d'amélioration des conditions de travail des agents des collèges. Les métiers de l'entretien, de la restauration et de la maintenance évoluent autour de deux axes : l'écologie et une tendance à la simplification du travail. Les innovations majeures se situent au niveau des produits et des matériels utilisés. Les produits pour nettoyer sont plus efficaces, moins nocifs pour les agents qui les utilisent et pour l'environnement.

Pour faciliter le travail des agents et diminuer l'impact sur l'environnement, le Département s'est doté :

- d'auto-laveuses ou mono-brosses plus larges pour un passage plus rapide,
- d'outils absorbants naturels et performants,
- de nettoyeurs vapeurs, actuellement expérimentés dans quelques collèges.

La chaleur dégagée se charge de supprimer les germes et l'humidité. Il s'agit d'un procédé écologique et économique qui respecte les normes environnementales et qui supprime quasiment tout usage de produits chimiques.

## L'ÉQUIPEMENT ET LE FONCTIONNEMENT DES COLLÈGES PRIVÉS

Le Département dote chaque établissement de moyens matériels et financiers permettant de couvrir ses dépenses courantes de fonctionnement (fluides, chauffage, fournitures) ainsi que l'acquisition de matériels, tels que des microscopes, des matériels de restauration, etc.



## JEUNESSE

Éducation, culture, sport, santé, prévention... La jeunesse est une priorité pour le Département, qui a lancé en juin 2018 l'acte 2 de son Plan Jeunes, en direction des 11-16 ans.

### Chiffres clés 2018

**4,3 M** de connexions au Cybercollège (**3,1 M** en 2017)

**73 000 €** investis pour une class lab  
(**50%** État - **50%** Département)

**300** tablettes individuelles utilisées

## BIENVENUE AU COLLÈGE NUMÉRIQUE

Tablettes, tableaux interactifs, ressources en ligne... Cap sur le numérique pour les 37 000 collégiens de la Loire ! Le Département accompagne les établissements dans la mise en place de ces nouveaux outils qui facilitent l'apprentissage des adolescents.

### L'expérimentation de tablettes individuelles à Riorges

La collectivité expérimente depuis l'année scolaire 2017-2018 la mise à disposition gratuite d'une tablette à chaque élève de 5<sup>e</sup> du collège Albert Schweitzer. Les adolescents l'utilisent en classe avec leurs professeurs. Ils peuvent également l'apporter à la maison afin de poursuivre les apprentissages. Les premiers résultats montrent la facilité avec laquelle les élèves utilisent cet outil, mais également la nécessité pour les équipes enseignantes de repenser en totalité leurs supports de cours.

L'expérimentation se poursuit en 2018-2019. Les nouveaux élèves entrant en 5<sup>e</sup> ont ainsi reçu dès la rentrée des tablettes individuelles, tandis que les élèves dotés précédemment conservent leur équipement en 4<sup>e</sup>.



### L'expérimentation de class lab à Firminy et Saint-Chamond

Dans le cadre de l'appel à projets national "Collèges numériques et innovation pédagogique", deux établissements expérimentent depuis la rentrée 2018 le concept de "Collège Lab" dans la Loire : Waldeck Rousseau à Firminy et Ennemond Richard à Saint-Chamond. Tableaux blancs interactifs, mobiliers modulaires, éclairages, matériels numériques... Ces espaces ont été conçus pour permettre de se déplacer et se connecter facilement. Professeurs et élèves peuvent ainsi tester de nouvelles méthodes d'apprentissage. Ce mobilier modulable permet par exemple de construire des îlots pour mettre en pratique la classe mutuelle, lieu de coopération où les élèves les plus avancés peuvent aider leurs camarades. L'introduction du numérique modifie également en profondeur la vie de la classe. Cela se traduit par une implication active des collégiens et un changement de pratique des enseignants. Cette expérimentation pourrait être étendue à de nouveaux établissements, avec le soutien du Département, très impliqué dans ce projet au côté des services de l'Éducation nationale.

## UN NOUVEAU PLAN JEUNES

Le Département souhaite accompagner les "années collège", maillon essentiel du système scolaire. Au cours de cette étape importante de la vie, les jeunes Ligériens apprennent à vivre ensemble et acquièrent des savoirs communs indispensables pour s'épanouir dans leur vie personnelle et professionnelle. Voté en juin 2018, le "Plan Jeunes - Acte 2, les 11-16 ans : déjà citoyens", répond à trois objectifs majeurs définis par le Département :

- encourager la citoyenneté et développer le vivre-ensemble,
- favoriser le bien-être des collégiens,
- accompagner les collégiens vers leur vie professionnelle.

Cette démarche est intégrée à l'Agenda 21 de la Loire. Ce nouveau plan a pour ambition de développer des partenariats avec l'ensemble des acteurs éducatifs d'un même territoire, en positionnant le collège comme acteur indispensable. Il s'agit également de rendre plus lisible l'action du Département pour les parents, les élèves, les enseignants et les autres partenaires.



# SPORTS

Du sport pour tous au sport de haut niveau, le Département accompagne et soutient le développement des pratiques sportives. Il apporte une attention toute particulière aux sports de pleine nature, associés à la découverte du territoire et au maintien en bonne santé.

## Chiffres clés 2018

**+ de 5 M€** consacrés à la mise en œuvre de la politique sportive, dont :

**470 850 €** d'aide pour **134** manifestations ou projets de développement

**40 000 €** dédiés au développement des activités de pleine nature

**25 000 €** d'aide spécifique au développement des activités handisport pleine nature

**79 975 €** pour l'accompagnement de **42** sections sportives des collèges

**419 761 €** pour l'aide à la création d'installations sportives ou d'équipements ruraux d'animation

## LE SOUTIEN AUX PRATIQUES SPORTIVES

Le Département organise son action autour du soutien au mouvement sportif fédéral et aux fédérations sportives scolaires qui contribuent au développement de la pratique sportive. Il accompagne aussi les évolutions de la société en investissant le champ du handicap ou de la santé par le sport.

L'effort se poursuit également en direction du sport de haut niveau, à travers différents dispositifs d'aide aux clubs et athlètes.

Objectifs : améliorer la formation, l'encadrement et la performance.

### En avant pour l'emploi

Depuis octobre 2018, dans le cadre d'un partenariat avec la direction de l'insertion, le service des sports expérimente un dispositif d'accompagnement par le sport de bénéficiaires du RSA, dans le cadre du projet "Emploi(e)-toi" (cf. p.19).

## ANIMATION DU TERRITOIRE

### Le label Village sport nature

Afin de conforter l'image d'un environnement privilégié pour la pratique des activités de pleine nature et satisfaire la demande croissante dans ce domaine, le Département a initié une politique sport nature qui se concrétise par la labellisation de Villages sport nature et d'équipements spécialisés. En 2018, trois nouveaux villages ont répondu à l'appel à partenariat sport nature : Chalmazel-Jeansagnière, Saint-Just-en-Chevalet et Saint-Maurice-en-Gourgois. Ils rejoignent Saint-Régis-du-Coin, Violay, Cordelle et Belmont-de-la-Loire, tous en cours de labellisation.

Ce travail, qui vise à favoriser l'émergence et la qualification d'une offre de loisirs pleine nature et à accompagner les premiers villages labellisés, est mené conjointement avec le service tourisme et l'agence de développement touristique.



### Des événements sportifs d'envergure

Le soutien à l'accueil d'événements sportifs d'envergure participe à l'attractivité du territoire à travers une programmation tout au long de l'année.

En 2018, la Loire a accueilli deux épreuves cyclistes professionnelles : Paris Nice et le Critérium du Dauphiné.

En collaboration avec le comité départemental handisport, le Département a organisé la première journée handinautique à Saint-Just Saint-Rambert.



Mountain kart, trottinette tout-terrain, BMX, course d'orientation, boomerang, escrime, handisport, via corda... Dans le cadre de l'Été jeunes, une centaine d'enfants ont participé à la première journée multi-activités organisée à la station de Chalmazel par le Département et les comités sportifs.



# TOURISME

Promouvoir l'offre touristique, aménager le territoire, accompagner les projets... Le Département poursuit son action avec l'appui de l'Agence de développement touristique de la Loire. En 2018, il a consacré 3,8 M€ à la mise en œuvre de sa politique de développement touristique.

## Chiffres clés 2018

**43<sup>e</sup>** département français le plus visité

**6 000** emplois salariés dans les activités touristiques, soit **4,6%** de l'emploi salarié total

**+ de 1 M** de visiteurs dans les **10** premiers sites touristiques

**1,4 M** de nuitées en hébergements touristiques marchands

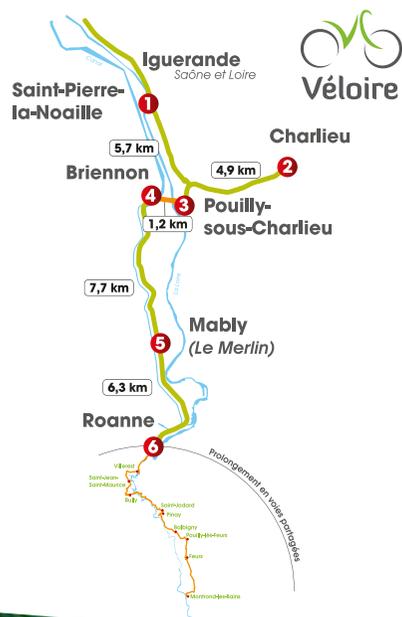
**3,8 M€** pour la mise en œuvre de la politique de développement touristique

## LA PROMOTION DE L'OFFRE TOURISTIQUE

Le Département est partenaire de structures et associations touristiques d'envergure départementale, dont la mission est de conforter, mettre en valeur et promouvoir l'offre touristique. Le Département confie à l'Agence de développement touristique (ADT) la promotion de l'offre touristique départementale et la communication touristique.

## L'ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS TOURISTQUES

Le Département conseille les prestataires publics et privés (porteurs de projets, propriétaires, gestionnaires de structures...) dans la mise en œuvre de leurs projets d'hébergements touristiques et d'activités nouvelles ainsi que dans la recherche de financements. Il accompagne les prestataires et les collectivités dans la qualification de leur offre et leur engagement dans des marques nationales reconnues, telles que Tourisme et handicap, Vignobles et découvertes, ou encore Villes et villages fleuris.



## L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le Département met en œuvre son Schéma de développement du vélo dans la Loire (2013-2020). Il porte également le projet de développement de la station de loisirs de Chalmazel.

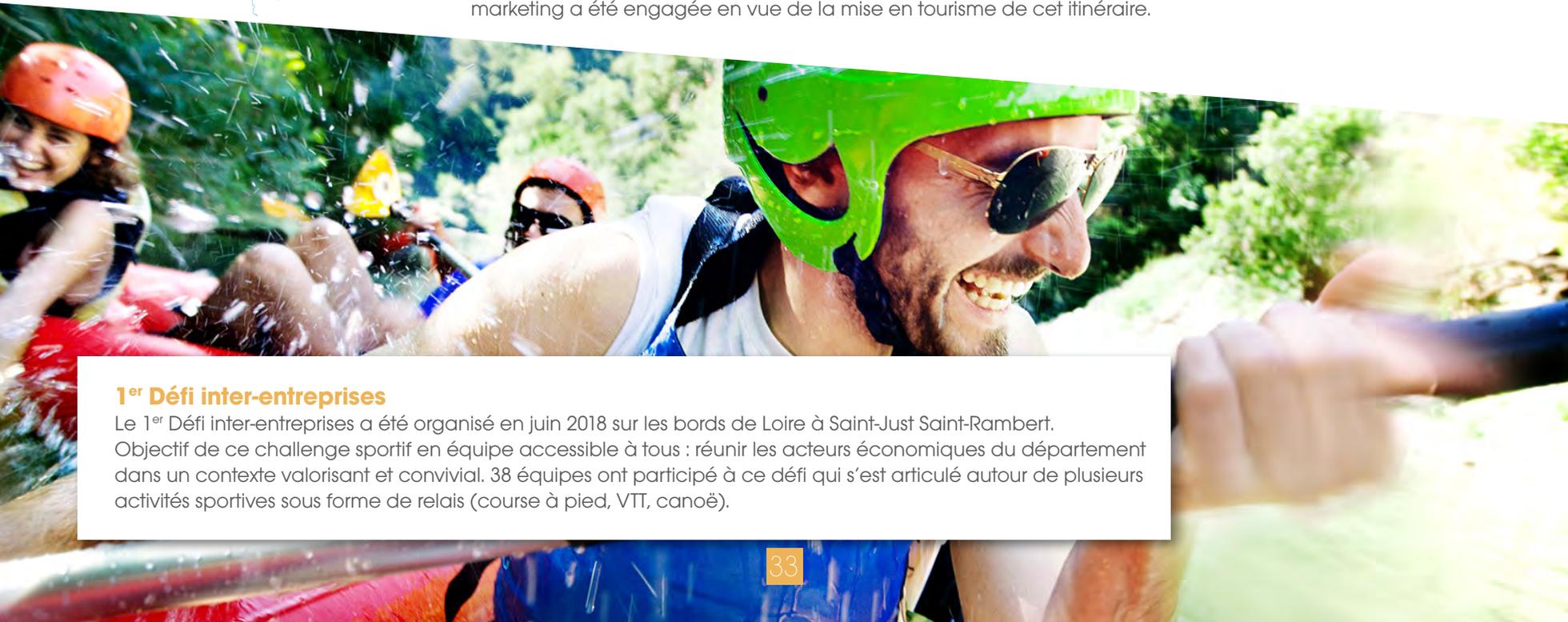
### Inauguration de la Véloire

Le 23 juin 2018, le Département a inauguré le premier tronçon de la Véloire : un itinéraire de 21 km de véloroute voie verte qui relie le port de Roanne à la Saône-et-Loire, en utilisant le chemin de halage du canal de Roanne à Briennon et les emprises d'une ancienne voie ferrée acquise par le Département. Il s'agit de la première étape de la liaison entre la V71 (depuis Paray-le-Monial) et l'Euro vélo 17, dite ViaRhôna.

En parallèle, en lien avec l'Agence de développement touristique, le Département travaille aux conditions de mise en tourisme de l'itinéraire. Il accompagne la professionnalisation de l'offre de prestataires et de services, afin qu'ils soient en capacité de répondre aux attentes de la clientèle cycliste en itinérance. Cette démarche s'appuie sur le label Accueil vélo. Neuf prestataires se sont vu attribuer le label en 2018. Les premières propositions de boucles locales venant se connecter à la Véloire ont été examinées. L'enjeu est de mailler le territoire et de permettre la découverte à vélo des sites touristiques majeurs du département (cf. p.49).

### Itinérance Saint-Jacques-de-Compostelle

Un topoguide sur les tracés Lyon-Le Puy et Cluny-Le Puy traversant le département a été publié. Une stratégie marketing a été engagée en vue de la mise en tourisme de cet itinéraire.



### 1<sup>er</sup> Défi inter-entreprises

Le 1<sup>er</sup> Défi inter-entreprises a été organisé en juin 2018 sur les bords de Loire à Saint-Just Saint-Rambert. Objectif de ce challenge sportif en équipe accessible à tous : réunir les acteurs économiques du département dans un contexte valorisant et convivial. 38 équipes ont participé à ce défi qui s'est articulé autour de plusieurs activités sportives sous forme de relais (course à pied, VTT, canoë).

# PATRIMOINE

Le Département entretient les quatre sites historiques dont il assure la gestion et l'activité. Pour animer ces lieux et renforcer leur attractivité, il propose une programmation culturelle riche et innovante. Il soutient également le fonctionnement des musées ou encore la restauration de monuments.

## Chiffres clés 2018

**270 268 €** pour le fonctionnement des musées labellisés  
Musées de France

**34 343 €** dans le cadre de l'appel à partenariat  
"Patrimoine pictural protégé" pour les propriétaires publics

**30 000 €** en faveur du patrimoine protégé  
pour les propriétaires privés

**27 477** visiteurs au château de la Bâtie d'Urfé

**15 275** visiteurs à l'abbaye de Charlieu

**8 306** visiteurs au prieuré de Pommiers

**7 485** visiteurs au couvent des Cordeliers

## L'ENTRETIEN DES PROPRIÉTÉS CULTURELLES DÉPARTEMENTALES

### Au château de la Bâtie d'Urfé

- Un jardin éphémère sur la thématique des cinq sens a été réalisé en collaboration avec des lycéens (plantations de fleurs, fruits et légumes).
- Les conclusions de l'étude portant sur la restauration de la façade ouest du château, la porte monumentale d'entrée des jardins et le temple fontaine incitent le Département et la DRAC à collaborer pour lancer un plan de gestion pluriannuel des jardins.

### À l'abbaye bénédictine de Charlieu

Une étude de mise en lumière de Charlieu est en cours (menée par la société Alain Guilhot Lumière). Objectif : réaliser une mise en lumière des joyaux architecturaux de la commune afin de faire de ce village de caractère un haut lieu touristique. Initié par le Département, ce projet intitulé "Loire en lumière" concerne 18 sites de Charlieu, dont son abbaye bénédictine. La commune de Charlieu et Charlieu-Belmont communauté sont associées. Des financeurs privés seront également mis à contribution via une opération de mécénat.

## LA PROGRAMMATION CULTURELLE

De mars à décembre, le programme d'activités culturelles a animé ces quatre sites en proposant au public de les découvrir sous un angle nouveau. Plus de 11 600 personnes y ont participé.

### Les Rendez-vous du dimanche

Danse, théâtre, musique, animations familiales et ateliers ludiques... avec 25 spectacles et autant de visites thématiques, Les Rendez-vous du dimanche associent patrimoine et arts vivants à travers des propositions variées d'artistes ligériens.

### Les manifestations nationales

Les événements comme les Journées européennes des métiers d'art, la Nuit des musées et les Journées européennes du patrimoine ont également ponctué l'année. À l'abbaye de Charlieu, lors des Rendez-vous aux jardins, dans le cadre du projet des jardins partagés mené avec une classe ULIS, les enfants ont donné une représentation publique de leur spectacle, accompagnés par les musiciens de Canticum Novum. L'aboutissement du travail mené sur une année scolaire pour ces élèves impliqués dans un projet en lien avec leur patrimoine.

### Les expositions estivales

Plus de 28 500 personnes ont découvert cinq expositions aussi différentes que surprenantes :

- les plaques de verre du compositeur Denys Vinzant avec "D'ores et d'espace" au couvent des Cordeliers et "Le livre de verre" au Château de la Bâtie,
- le "Vélo volant" d'Erik Lorré, installation interactive présentée à l'abbaye de Charlieu, mettant en valeur les quatre sites vus du ciel,
- une exposition photographique "Traces" en partenariat avec la MJC de Charlieu,
- une exposition pédagogique et didactique "L'Écoute à perte de vue" au prieuré de Pommiers.



### La 8<sup>e</sup> édition de L'Estival de la Bâtie

- 12 jours de festival
- 33 représentations
- 90% de fréquentation
- 10 000 spectateurs



# ARTS VIVANTS ET ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE

Le Département mène une politique volontariste en faveur de la culture afin de nourrir la création et offrir l'accès à tous et sur tout le territoire à une offre artistique de qualité. En 2018, la collectivité a valorisé des projets ambitieux avec des artistes reconnus.

## Chiffres clés 2018

**40** spectacles du catalogue "de Villes en villages" programmés

**25** festivals pluridisciplinaires soutenus

**1,1 M€** consacré au soutien du spectacle vivant professionnel

**1,55 M€** consacré au Schéma départemental de développement des enseignements artistiques

**11 297** élèves et **500** professeurs dans **59** établissements d'enseignement artistique adhérant au REAL

## LES ARTS DE LA SCÈNE

Les aides pour le spectacle vivant professionnel favorisent la création artistique et la rendent accessible au plus grand nombre.

### Aide à la création

- 7 projets de résidence de création artistique ont été soutenus :  
5 en milieu rural et 2 dans des théâtres professionnels de ville,
- 7 compagnies de danse et 19 compagnies de théâtre ont été soutenues, soit 17 projets de spectacles,
- 9 nouvelles conventions ont été signées avec des compagnies.

### Aides favorisant l'accès au spectacle vivant

Le soutien au spectacle vivant se répartit sur tout le territoire au profit d'esthétiques variées. L'aide aux festivals complète les saisons culturelles proposées par les lieux de création et de diffusion artistique subventionnés en tant que "scènes départementales".

Des actions décentralisées sont également mises en place :

- la saison culturelle "De villes... en villages" qui propose aux communes d'accueillir des spectacles professionnels "clé en main",
- trois ensembles instrumentaux professionnels soutenus pour leurs concerts en milieu rural et leurs actions pédagogiques,
- des actions de sensibilisation en direction de publics empêchés, comme par exemple la Compagnie des Lumas qui a proposé des ateliers théâtre à des enfants confiés au Département au titre de la protection de l'enfance.



## ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE ET PRATIQUE AMATEUR

Le Département poursuit la mise en œuvre de son Schéma départemental de développement des enseignements artistiques

### **Le soutien aux établissements d'enseignement artistique**

Il prend notamment la forme :

- d'aides financières pour le fonctionnement et l'achat de matériel,
- d'une mutualisation des heures de cours entre établissements artistiques pour favoriser la pratique d'un instrument rare dans des établissements associatifs,
- d'une structuration du contenu des examens départementaux des musiques actuelles et de danse,
- d'un accompagnement de 40 groupes de musiques actuelles,
- d'examens départementaux cycles 1 et 2 communs à tous les élèves ligériens.

### **Le soutien à l'éducation artistique et culturelle**

Le Département aide les communes pour l'embauche des stagiaires du Centre de formation des musiciens intervenants (CFMI).

### **Soutien à la pratique amateur**

Le Département apporte :

- une aide financière aux associations de pratique amateur pour la mise en place de projets artistiques,
- un soutien aux festivals de pratique amateur,
- une aide financière à l'achat de matériel artistique.

### **Plan de formation des usagers et des enseignants**

Le Département a soutenu financièrement 36 formations proposées aux usagers (master class, journées pédagogiques, stages...).

### **La Maîtrise de la Loire en chiffres**

- 163 Maîtrisiens de la 6<sup>e</sup> à la terminale
- 32 représentations publiques dans le département
- 65 candidats collégiens aux auditions de recrutement
- 211 chanteurs (112 collégiens, 51 lycéens, 48 chanteurs pour le GCVM)
- 395 scolaires rencontrés
- 6 576 spectateurs

*Les Maîtrisiens ont chanté La Marseillaise et des chants de poilus lors des commémorations de la fin de la Grande Guerre 1914-1918.*



## LIVRE ET MULTIMÉDIA

À travers son plan de lecture publique, la direction du livre et du multimédia (DDL) veut offrir à tous le même accès à la culture.

### Chiffres clés 2018

**210** bibliothèques et points lecture

**424** personnes bénéficiaires de formations

**45,5** jours de formation assurés

**4 600** inscrits à la Médiathèque numérique

**2 000** prêts d'outils d'animation pour les partenaires

### LA DIFFUSION DE LA LECTURE PUBLIQUE

#### Dans les territoires avec les bibliothèques de proximité

Le Numéribus est parti une semaine en "Itinérances" dans le territoire du Gier et a proposé des ateliers et animations : heure du conte numérique, présentation de la plateforme mediatheque-numerique.loire.fr, initiation à l'impression 3D... (cf. p.53).

La DDLM soutient des projets d'animation culturelle, comme les soirées jeux vidéo organisées à Ambierle, Saint-Haon-le-Châtel et Saint-Haon-le-Vieux, et une après-midi intergénérationnelle entre l'école primaire et l'EHPAD de La Pacaudière, accompagnée par la bibliothèque municipale du Crozet.

#### Avec d'autres services départementaux

Dans le cadre d'un partenariat avec les services de la protection de l'enfance, la DDLM a proposé un temps privilégié de découverte culturelle pour les enfants placés en famille d'accueil.



## LE SOUTIEN AU RÉSEAU DE LECTURE PUBLIQUE

### La poursuite du Plan de lecture publique

Avec son plan de lecture publique, la DDLM :

- lance des appels à partenariat,
- aide à l'emploi de coordinateurs-réseaux,
- organise des formations pour le réseau.

### L'accompagnement de projets d'éducation artistique et culturelle (EAC)

La DDLM soutient les communautés de communes du Pays entre Loire et Rhône, des Vals d'Aix et Isable et du Pays d'Urfé dans l'élaboration d'un programme d'actions d'éducation aux arts et à la culture : *Terre buissonnière*. Une série d'ateliers, de rencontres et d'événements où artistes et habitants de tous âges peuvent échanger et créer ensemble.

### L'incitation à la création collective à travers la conception et la réalisation de films d'animation

L'expérience a été conduite à Lézigneux, Mably et Marthes sous la conduite du réalisateur Fred Philibert.

### Une médiathèque numérique plus attractive

La nouvelle plateforme est enrichie de davantage de ressources : cinéma, musique, formations, jeux vidéo...

Chaque semaine, de nouveaux livres numériques (romans, guides de voyage...) viennent alimenter la plateforme et séduire les lecteurs (2 000 e-books prêtés). Le service propose régulièrement des coups de projecteur sur des sujets d'actualité, des événements ou des créations. La médiation de ces nouveaux supports mobilise les bibliothèques du territoire, toujours plus en demande de formation. En réponse à ces attentes, la DDLM assure des ateliers, des temps d'initiation et des présences sur des salons, tels que la Foire économique de Saint-Étienne, la Journée des DYS ou encore le Salon des métiers, et organise des formations pour les réseaux.



# ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

En pleine transition digitale, les Archives départementales poursuivent leurs missions de collecte, de numérisation, de conservation et de restitution au grand public.

## Chiffres clés 2018

**35,8 km** d'archives conservées

**535 000** visites sur les pages Archives de Loire.fr

**32,7 M** de pages ou images vues

**383 000** images numérisées

**1 681** scolaires accueillis

**12 118** documents consultés en salle de lecture

## ACTIONS SUR LES ARCHIVES

### Les archives électroniques

Dotées d'un Système d'archivage électronique (SAE) depuis 2017, les Archives ont reçu leurs premiers versements d'archives électroniques. Après un premier test effectué sur l'exercice 2016, l'archivage des données Grand Angle pour les budgets du Département a ainsi pu être étendu aux exercices 2009-2015. Les exercices 2002-2008 seront archivés courant 2019.

Une rencontre aux Archives départementales de la Haute-Loire, dans le cadre d'un appel à projet national (AD-Essor), a permis de faire un partage d'expérience et d'esquisser de futures collaborations.

### La collecte

La réforme de l'organisation judiciaire de la protection sociale entraîne la disparition du tribunal des affaires de sécurité sociale au profit d'un pôle social au sein du tribunal de grande instance de Saint-Étienne. En conséquence, un important versement du TASS a été reçu en 2018 (18 ml, 1953-2014).

Le fonds de l'hôpital de Charlieu était resté dans le bâtiment de l'Hôtel-Dieu après le départ des sœurs en 1981 et sa transformation en musées municipaux. Remontant à la fin du Moyen-Âge, il vient enrichir considérablement les fonds départementaux (15 ml, 1411-1975).

# CENTENAIRE DU 11 NOVEMBRE 1918

## EXPOSITION VISITES ANIMATIONS

sur le thème  
des soldats de la  
Grande Guerre

### La numérisation et la conservation

La numérisation s'est poursuivie, avec un important complément d'état civil (19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle), soit 189 874 vues, ou encore des archives données ou prêtées dans le cadre de la Grande collecte, avec 3 166 pages numérisées.

L'accord-cadre de restauration a été mis en œuvre pour la période 2016-2018. Il concerne les minutes notariales, les registres administratifs (cadastre, recensement, enregistrement), les périodiques et ouvrages de bibliothèques. Il a permis de restaurer plus de 32 000 feuillets de minutes notariales et 296 registres, et de réaliser 47 reliures.

### ACTIONS À DESTINATION DES PUBLICS

#### L'extension du bâtiment des Archives

Le chantier a débuté en octobre 2017 et s'est poursuivi toute l'année 2018, avec la pose de la première pierre le 28 mai 2018. Le gros œuvre s'est achevé en novembre 2018 et la livraison est prévue en juin 2019. L'inauguration du bâtiment, ainsi qu'une exposition sur les "Trésors d'archives", aura lieu en septembre, en prélude aux Journées européennes du patrimoine.

#### Le site internet et les réseaux sociaux

La fréquentation de la page Facebook des Archives a continué à se développer et compte fin 2018 près de 1 000 abonnés. Elle constitue un nouveau canal de communication avec le public : 14 demandes de recherche par ce biais en 2018, à côté des 1 191 demandes envoyées par courrier ou par mail.

#### Les activités culturelles

Pour la dernière année de commémoration du Centenaire 1914-18, les Archives ont ouvert exceptionnellement le 11 novembre. Elles ont ainsi pu présenter au public les contributions des familles ligériennes à l'opération de Grande Collecte, sous forme d'exposition, ainsi que leurs ressources numériques : recherches dans les registres matricules numérisés, mallette pédagogique mise en ligne pour l'occasion...

Cette dernière offre aux enseignants, sous forme numérique, un éventail complet des ressources conservées aux Archives, y compris des enregistrements d'anciens poilus.

Par ailleurs, un partenariat avec la direction de l'éducation s'est instauré en 2018, avec une présentation des Archives lors de l'opération "Collégiens et déjà citoyens", ou encore la contribution au Plan Jeunes 2.



Territoire

# Territoire

**Construire la Loire  
de demain**



# LE TERRITOIRE en chiffres

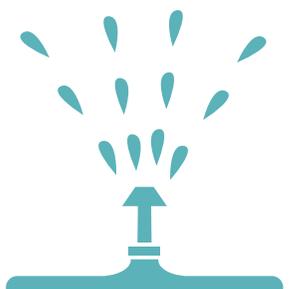
 **285**  
agents  
pour entretenir les routes



**287**

**installations**  
d'assainissement  
collectif suivies  
par la MAGE

**10**  
ans  

**375 000** €  
investis pour l'**irrigation**

REPÈRES

**151,8 M€**

pour le développement du  
territoire, les routes, réseaux  
et transports,

soit **19%**  
du budget total



**43**  
projets

de **reboisement**  
soutenus



**15** ESMS\*

engagé dans une démarche d'introduction de **produits**  et **locaux**

\*Établissements sociaux et médico-sociaux



# ENTRETIEN DES ROUTES DÉPARTEMENTALES

Pour assurer de bonnes conditions de circulation, le Département entretient le réseau routier départemental, tout en veillant au respect de l'environnement.

*Le Pont du Pertuiset*

## Chiffres clés 2018

**3 800** km de routes départementales

**2 000** ponts et murs de soutènement

**285** agents sur les routes pour en assurer l'entretien

**110 000** connexions sur inforoute42.fr, + **20%** par rapport à 2017 (état des routes), dont **1/3** sur smartphone

## MAINTENIR LE PATRIMOINE EN BON ÉTAT

Le renouvellement des revêtements permet de préserver l'étanchéité et l'adhérence des chaussées, gages de pérennité et de sécurité. 300 à 350 km de routes sont concernés chaque année, pour un budget de 8,5 M€ avec différentes techniques adaptées à l'importance et aux caractéristiques de chaque tronçon.

Parallèlement, 4 à 5 M€ sont consacrés aux réparations des chaussées et des ouvrages d'art (ponts et murs de soutènement). Près d'une centaine d'interventions sont réalisées chaque année.

En 2018, les travaux du pont du Pertuiset se sont poursuivis. Ce chantier d'envergure commencé à l'été 2017 s'achèvera en 2019, pour un montant total de 3,5 M€.

## L'ENTRETIEN ET L'EXPLOITATION DE LA ROUTE

Avec 285 agents sur les routes, l'entretien des chaussées et le maintien de bonnes conditions de circulation sont des préoccupations constantes. La plupart des travaux d'entretien sont réalisés en régie par les agents du Département.

Plus de 250 engins de travaux et de déneigement (camions, tracteurs pour le fauchage, fourgons, machines à peinture...), et autant de voitures et petits véhicules utilitaires sont utilisés par les agents et entretenus par les 22 mécaniciens du parc routier.

24h/24, le PC-routes relaie les demandes des forces de l'ordre et des pompiers aux équipes d'intervention, tout en assurant l'information des usagers.

## LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Signataire d'une convention avec les professionnels des travaux publics, le Département veille au respect des règles environnementales sur les chantiers. La prise en compte de l'environnement est intégrée dans tous les appels d'offres et les techniques induisant une faible émission de gaz à effet de serre sont mises en avant.

Cela se traduit par l'utilisation d'enrobés tièdes plutôt que d'enrobés chauds, d'enduits à l'émulsion pour les couches de roulement, de peinture à l'eau pour la signalisation sur les chaussées...

La loi impose le rétablissement de la continuité écologique des cours d'eau. Cette exigence est prise en compte lors des travaux sur les ponts. Depuis 2016, des travaux de mise en conformité sont réalisés chaque année. L'action s'est poursuivie en 2018.



# GRANDS TRAVAUX

Pour le confort et la sécurité des usagers de la route, tous modes confondus, le Département entreprend de gros chantiers.

## Chiffres clés 2018

**4,75 M€** investis au titre des grands travaux d'infrastructures

**1,3 km** d'infrastructures nouvelles mis en service

## LA DÉVIATION DE LA RD 8 À SURY-LE-COMTAL

La déviation de Sury-le-Comtal, permettant d'éviter le trafic de transit dans le centre-bourg de la commune, a été ouverte à la circulation le 21 novembre 2018. Ces travaux font suite à ceux du contournement de Bonson et du barreau entre le giratoire de la ZAC des Plaines et la RD 8. Ils ont consisté à construire une chaussée nouvelle et un ouvrage d'art pour la voie communale de la Fête-Dieu.

Ces aménagements s'inscrivent dans l'opération globale d'amélioration de la desserte entre la plaine du Forez et l'A72. Un by-pass entre la RD 498 et l'autoroute a également été mis en service au niveau de la bretelle n°9, sur les communes d'Andrézieux-Bouthéon et de La Fouillouse.



## L'AMÉNAGEMENT DE LA VÉLOIRE

Au nord du département, après la réparation du pont de Briennon en 2016-2017, les travaux réalisés en 2018 ont permis de terminer la réfection du pont sur le Sornin et d'aménager les différents tronçons de section courante de la Véloire.

Le 23 juin 2018, le Département a ainsi inauguré les 21 km de véloroute voie verte qui relie le port de Roanne à la Saône-et-Loire, en utilisant le chemin de halage du canal de Roanne à Briennon et les emprises d'une ancienne voie ferrée.

Ce premier maillon de la Véloire constitue une liaison avec l'itinéraire européen Eurovélo 6, dans la continuité du tronçon situé en Saône-et-Loire, tout en offrant des possibilités de raccordement avec les itinéraires cyclables locaux (cf. p33).

### **Du matériel adapté aux véloroutes**

Pour entretenir la Véloire et ses dépendances vertes, du matériel a été acquis, notamment un tracteur équipé d'une balayeuse, d'un souffleur, d'un lamier et d'une faucheuse.



# TRANSPORTS

Le Département poursuit l'adaptation de son réseau et de son offre de transport, afin de faciliter les déplacements de tous les voyageurs, scolaires et grand public.

*Les premiers cars TIL ont été mis en service en 2008.*

## Chiffres clés 2018

**27** lignes régulières TIL

**15** lignes de proximité

**428** services de transport scolaire

**770 000** voyages commerciaux annuels

**18 000** élèves transportés chaque jour

**900** élèves et étudiants en situation de handicap pris en charge

## LES TRANSPORTS INTERURBAINS DE LA LOIRE

### Les 10 ans du TIL

Le réseau de transport TIL, organisé par le Département, a fêté ses 10 ans en 2018. Pour marquer l'événement, différentes opérations ont été organisées en partenariat avec les transporteurs, dont un concours photo ouvert aux collégiens et l'attribution de récompenses aux plus fidèles usagers du TIL.

Une cérémonie de remise des prix ainsi qu'une journée d'animation TIL se sont tenues pour l'occasion sur le stand du Département à la Foire de Saint-Étienne, en octobre.

### Le TIL à l'horizon 2020

Le réseau TIL, et plus particulièrement 22 de ses 27 lignes régulières (5 sont en délégation de service public dans le Roannais jusqu'en 2024), vont devoir se renouveler dans la perspective de la rentrée 2020. Une journée de travail sur le devenir du réseau a réuni les différents partenaires institutionnels ainsi que les transporteurs. Les usagers ont été associés à cette réflexion par le biais d'une enquête de satisfaction à bord des bus. Ces actions ont permis d'établir un panorama du réseau, visant à son amélioration.



## LES TRANSPORTS SCOLAIRES

### Le transport des élèves et étudiants en situation de handicap

En 2018, près de 900 élèves et étudiants en situation de handicap ont bénéficié d'un accompagnement dans le transport, leur donnant ainsi plus d'autonomie. Le nombre d'élèves concernés par ce dispositif, ainsi que le budget dédié, sont en constante progression. La création d'une classe d'inclusion scolaire (ULIS) par collège souhaitée par l'Éducation nationale ne pourra qu'accentuer cette tendance. Fruit d'une réflexion menée en interne, un nouveau règlement sera adopté prochainement pour optimiser la gestion de ces transports.

### Les inscriptions aux transports scolaires

Plus simple, plus rapide, plus pratique : cette année encore, plus de 90% des familles ont choisi l'inscription en ligne. 1 500 familles ont bénéficié d'une aide individuelle au transport (voiture particulière ou élèves internes). Sur la période de la campagne de rentrée scolaire, les agents de la direction des transports ont répondu à près de 5 000 appels téléphoniques et 4 000 mails.

### Les campagnes de sécurité pour les élèves de 6<sup>e</sup>

Le Département poursuit l'opération de sensibilisation à la sécurité dans les transports scolaires à destination des collégiens. Une première phase théorique présente aux élèves les dangers inhérents aux transports scolaires et surtout les moyens de les éviter. Les enfants participent ensuite à un atelier pratique au cours duquel est simulée une évacuation de car. Cette action essentielle participe à la gestion de leur sécurité quotidienne.

### Le Pass réseau TIL

Le Pass réseau TIL, qui donne accès aux élèves à l'ensemble des lignes régulières TIL moyennant 5 € de plus sur l'abonnement annuel aux transports scolaires, rencontre depuis deux ans un succès grandissant. À ce jour, il est utilisé par 2 500 élèves, notamment des lycéens. Ce titre a vu sa période de validité s'étendre aux vacances estivales, afin d'inciter ce public à se déplacer au maximum en transport en commun.

# INNOVATION ET NUMÉRIQUE

Le Département a fait du numérique une des priorités de sa politique publique de proximité depuis plus de dix ans. Il intervient de manière volontariste dans le cadre du déploiement des infrastructures numériques ou encore du développement des services et usages associés.

## Chiffres clés 2018

**149 580 €** pour accompagner des projets numériques portés par les collectivités locales

**22 000 €** pour accompagner des projets numériques portés par des associations

**220 000 €** pour soutenir les acteurs de l'innovation numérique

## UNE NOUVELLE ORGANISATION INTERNE

Les technologies digitales et les services numériques sont au cœur des grands enjeux de notre temps. À la fois évolution et révolution, la transition numérique offre de nombreuses opportunités qui vont transformer notre société et notamment nos services publics.

Le Département veut utiliser le numérique comme vecteur de modernisation, d'efficacité et de performance pour sa propre organisation, mais aussi pour le développement du territoire ligérien. Cette transition nécessite la définition d'une organisation et d'un accompagnement véhiculant cette dynamique.

Le Département a été accompagné de janvier à mai 2018 par un cabinet pour définir sa nouvelle stratégie numérique. Cet engagement s'est traduit en fin d'année par la création de la direction de la transition numérique.

## LA MODERNISATION DU DÉPARTEMENT EN ACTIONS

Grâce au programme d'actions Services et usages numériques (SUN), le Département a conduit des expérimentations œuvrant pour la modernisation de la collectivité.

### Le Numéribus

En collaboration avec la Direction départementale du livre et du multimédia, un bus numérique a été mis en place. Objectif : proposer un service innovant permettant de diffuser la culture numérique sur les territoires enclavés. Une étude d'usages, conduite dans le cadre du Laboratoire des usages et des pratiques innovantes (LUPI) en lien avec la Cité du design, a permis de dégager neuf scénarios d'usages envisageables pour le Numéribus. Deux d'entre eux vont être approfondis en 2019.

### L'expérimentation de PC hybrides à la Maison Loire Autonomie

Dix ordinateurs hybrides ont été mis à disposition des travailleurs sociaux de la Maison Loire Autonomie du territoire de Saint-Étienne, afin de remplir en direct les grilles d'évaluation au domicile des personnes âgées. L'utilisation d'un ordinateur mobile offre de nombreux avantages permettant aux travailleurs sociaux de faire évoluer leurs pratiques professionnelles. L'évaluation de ce dispositif a conforté ce nouveau fonctionnement. Ainsi, l'ensemble des travailleurs sociaux de la MLA a été équipé en 2018, ce qui représente une cinquantaine d'agents.

## ACCOMPAGNER L'INNOVATION NUMÉRIQUE

### L'édition 2018 de l'appel à partenariats SUN

Pour accompagner les territoires, le Département a renouvelé son dispositif d'appel à partenariat, en introduisant la notion de reproductibilité du projet à d'autres territoires :

- 21 dossiers de candidature ont été déposés par 20 collectivités,
- 10 projets ont été retenus.

### Des projets innovants soutenus

- Projet de stationnement connecté porté par la commune de Charlieu : il s'agit de développer un outil numérique permettant l'identification des places de stationnement disponibles en temps réel.
- Projet de portail citoyens porté par Roannais Agglomération : il s'agit de développer, structurer et centraliser des services en ligne proposés aux citoyens via un site internet et une application mobile.
- Projet de gestion énergétique en temps réel avec des outils connectés porté par le Syndicat intercommunal des énergies de la Loire (SIEL) : améliorer la gestion énergétique en temps réel d'équipements publics par la mise en place de capteurs numériques.





# AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Conseiller, écouter, analyser, proposer, subventionner...  
le Département accompagne le développement des communes  
et intercommunalités de la Loire.  
Il œuvre au quotidien pour fédérer, développer et dynamiser  
son territoire.

*L'espace de coworking O'village à Saint-Just Saint-Rambert*

## Chiffres clés 2018

**5** contrats négociés signés

**4** nouveaux appels à partenariat

**273** communes aidées au titre des solidarités territoriales

**642** dossiers validés en commission permanente

**108** projets accompagnés dans le cadre des appels  
à partenariat liés aux politiques publiques

## LES SOLIDARITÉS TERRITORIALES

### La contractualisation avec les Établissements publics de coopération intercommunale

Cinq contrats négociés ont été signés cette année avec les communautés de communes Forez-Est, Pilat Rhodanien, Monts du Pilat, Loire Forez agglomération et Saint-Étienne métropole, pour un montant d'aide global de 40,95 M€. Ce soutien va permettre de concrétiser plus de 70 projets.

### Les Appels à partenariat (AAP)

Quatre nouveaux AAP (patrimoine pictural, lecture publique, villages de caractère et maisons de santé pluri-professionnelles) ont été lancés. Ce qui porte le total à neuf domaines ouverts pour lesquels les collectivités peuvent proposer des projets locaux. 153 dossiers ont été déposés pour une autorisation de programme engagée de 4,1 M€.

## L'ingénierie territoriale

Les communes de Sainte-Agathe-en-Donzy et de Lupé ont sollicité le Département pour réaliser un diagnostic territorial. Ce travail, piloté par le service de contractualisation territoriale et accompagnement des communes (SCTAC), ouvre une nouvelle forme de soutien et d'accompagnement aux communes rurales. Il fédère toutes les compétences des services départementaux pour apporter à la commune un diagnostic réaliste à l'échelle de son territoire, lui permettant de se projeter à court et moyen terme.

Par ailleurs, des missions d'ingénierie ont été réalisées dans les domaines de l'eau et de la voirie, en appui et accompagnement des collectivités.

## Les anciens contrats communaux

Les contrats signés avant le 31 décembre 2016 restent toujours actifs. Fin 2018, cela représente 14 COCA (contrat communal d'aménagement), 19 COCS (contrat communal simplifié) et 1 COCA village de caractère.

## LE CONSEIL ARCHITECTURAL

En 2018, le Département a fait évoluer cette prestation gratuite autour de trois architectes-conseil. Ils ont réalisé 211 entretiens dont 85% ont concerné des particuliers et 15% des collectivités locales. 189 rendez-vous avec des particuliers ont eu lieu au cours des 60 permanences organisées dans les antennes de la MDHL à Montbrison, Roanne et Saint-Étienne. La majorité des conseils a porté sur des projets de réhabilitation et d'amélioration de la performance énergétique de logements (35%), de constructions neuves ou d'extensions de constructions existantes (25%).

L'action a été renforcée auprès des collectivités qui peuvent également bénéficier de conseils. Des interventions auprès de 29 collectivités ont ainsi pu être conduites, dans le cadre de rendez-vous sur site, pour les aider dans la formulation et la finalisation de leurs projets. L'essentiel des conseils a porté sur des projets de réhabilitation du patrimoine communal et d'amélioration de la performance énergétique, en cohérence avec le dispositif d'accompagnement financier des projets.



A photograph of two men in a forest setting, leaning over a stream. The man on the left is wearing a light-colored shirt and a tan vest, while the man on the right is wearing a blue plaid shirt. They appear to be inspecting the water or the stream bed. The background is filled with green trees and foliage.

# EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

Les travaux subventionnés contribuent à protéger les ressources en eau destinées à la production d'eau potable, à sécuriser l'alimentation en eau par des interconnexions, à réduire les pertes d'eau mais aussi à améliorer la qualité des milieux aquatiques par une meilleure collecte et épuration des eaux usées. Ils sont inscrits dans le cadre plus global et transversal de la politique de l'eau.

## Chiffres clés 2018

**61** projets de collectivités financés

**3,076 M€** engagés par le Département  
(pour **22 M€** de travaux)

**75%** pour l'assainissement

**25%** pour l'eau

## LA POLITIQUE CONTRACTUELLE

Mis en place depuis 2012 avec les structures intercommunales de plus de 5 000 habitants, les contrats de programmation pluriannuels d'investissement arrivent à leur terme en 2018. Deux projets restaient à engager pour un montant de 326 000 €. Ces intercommunalités sont porteuses de projets structurants pour le département, notamment en termes de sécurisation de l'alimentation en eau potable et de traitement de l'eau, ce qui favorise les économies d'échelle, l'harmonisation des prix de l'eau et une meilleure pérennisation des investissements.

Mis en place dès 2017, l'appel à partenariat "eau et milieux aquatiques" a été relancé en 2018. Il a permis d'accompagner 59 projets pour un montant de 2,8 M€. Plusieurs études "eau potable" et "assainissement" conduites par les EPCI ont été financées. Elles doivent leur permettre de mieux appréhender l'ensemble du périmètre d'exercice de cette nouvelle compétence (auparavant gérée par les communes).

### Un observatoire des services publics d'eau potable et d'assainissement

Dans le cadre de la convention de partenariat pour une politique départementale de l'eau, le Département et l'État établissent chaque année un rapport sur l'observatoire des services publics d'eau potable et d'assainissement dans la Loire, réalisé à partir des Rapports prix et qualité des services (RPQS) produits par les collectivités. Il apporte aux acteurs ligériens de l'eau et du développement du territoire, ainsi qu'aux usagers, des informations sur l'évolution de l'organisation des services, du prix et des performances des réseaux. Il est consultable en ligne sur les sites du Département et de la Préfecture.



## LA MISSION D'ASSISTANCE À LA GESTION DE L'EAU (MAGE)

Le service de la MAGE assiste techniquement les collectivités dans les domaines de l'assainissement collectif, l'assainissement non collectif et l'eau potable. La MAGE a répondu à l'appel d'offres lancé par Loire Forez agglomération pour l'assistance technique et le contrôle des équipements d'autosurveillance de ses systèmes d'assainissement, et obtenu le lot sur lequel elle s'est positionnée. La mission a poursuivi son travail de conseil à l'exploitation des stations d'épuration et de sensibilisation auprès des maîtres d'ouvrage, des maîtres d'œuvre et des partenaires. Le service de la MAGE a vu sa certification ISO 9001 renouvelée pour une période de trois ans.

La connaissance capitalisée depuis de nombreuses années sur le fonctionnement des ouvrages d'assainissement permet d'accompagner les communes et intercommunalités qui le souhaitent. L'activité évolue en fonction de la remontée des compétences eau et assainissement aux EPCI et doit s'adapter aux nouveaux besoins de ces structures.

### **Le Service d'assistance technique à l'assainissement collectif (SATESE)**

En 2018, la MAGE a suivi 264 installations (128 collectivités), ce qui correspond à près de 56% du parc susceptible d'être suivi.

### **Le Service d'assistance technique à l'assainissement non collectif (SATANC)**

L'ensemble du territoire du département est couvert par un SPANC (Service public d'assainissement non collectif) opérationnel. Cela représente 51 structures communales et intercommunales. Le SATANC a été sollicité à une dizaine de reprises pour des questions juridiques, techniques et diverses.

### **Le Service d'assistance technique à l'eau potable (SATEP)**

Ce service est proposé aux collectivités rurales gérant leur réseau d'eau potable en régie (soit 48 collectivités), après signature d'une convention et moyennant une participation financière. 22 collectivités ont signé une convention avec le Département pour adhérer à ce service (soit 46% du potentiel).



# AGRICULTURE ET FORÊT

Qualité sanitaire des troupeaux, circuits courts, compétitivité des exploitations, autonomie fourragère des élevages et protection du foncier sont les principaux enjeux de l'agriculture ligérienne sur lesquels le Département se mobilise.

## Chiffres clés 2018

**9** nouveaux ESMS investis dans une démarche d'introduction de produits bio et locaux

**14<sup>e</sup>** édition du Concours des produits fermiers innovants

**375 000 €** investis pour l'irrigation et le canal du Forez

**40** nouveaux projets d'économie d'eau potable financés dans les élevages

**7** nouvelles réglementations de boisement

## AGRICULTURE

### Des produits bio et locaux dans les établissements sociaux et médico-sociaux (ESMS)

En 2018, 15 ESMS volontaires ont bénéficié d'un accompagnement visant à introduire des produits bio et locaux dans leur restauration. Cette action permet d'offrir une alimentation de qualité aux résidents, issue du terroir ligérien. Une pratique qui offre de nouveaux débouchés aux agriculteurs pratiquant la vente en circuits courts. Chaque établissement bénéficie d'un programme d'accompagnement.

### Le soutien aux filières agricoles

En 2018, 134 agriculteurs ont été aidés pour moderniser leurs bâtiments d'exploitation dans le cadre du Plan de compétitivité et d'adaptation des élevages. Par ailleurs, 5 200 élevages ont bénéficié du soutien du Département pour la réalisation d'analyses biologiques de prévention et de protection des troupeaux, permettant de garantir l'état sanitaire du cheptel départemental et de lutter contre certaines maladies transmissibles à l'homme. Ces analyses sont réalisées par le Groupement d'intérêt public Terana.

## La production de poissons dans les étangs de la plaine du Forez

On compte plus de 350 étangs dans la Loire, essentiellement dans la plaine du Forez. Ces écosystèmes très spécifiques sont des milieux fragiles à forts enjeux naturels, patrimoniaux et économiques. Pour assurer leur pérennité, il est nécessaire de structurer une filière économique de production et de valorisation du poisson, en s'inspirant de l'exemple de la Dombes. Avec le soutien du Département et de ses partenaires, une animatrice a été recrutée pour accompagner les producteurs de poissons sur le plan technique, la gestion et la formation.

### Une charte du foncier agricole pour une gestion économe de l'espace

Les acteurs publics de l'aménagement du territoire ont confirmé leur volonté commune de sauvegarder le potentiel agricole du département sur le long terme en signant, le 22 octobre 2018, la Charte sur le foncier agricole dans la Loire. Créé en 2010, ce document a été mis à jour pour intégrer les évolutions réglementaires relatives à l'aménagement du territoire. Cette charte constitue un document pratique de référence et un outil d'aide à la décision. Elle décline les dispositifs et méthodologies qui permettent de préserver les surfaces foncières agricoles.

### La gestion de la ressource en eau

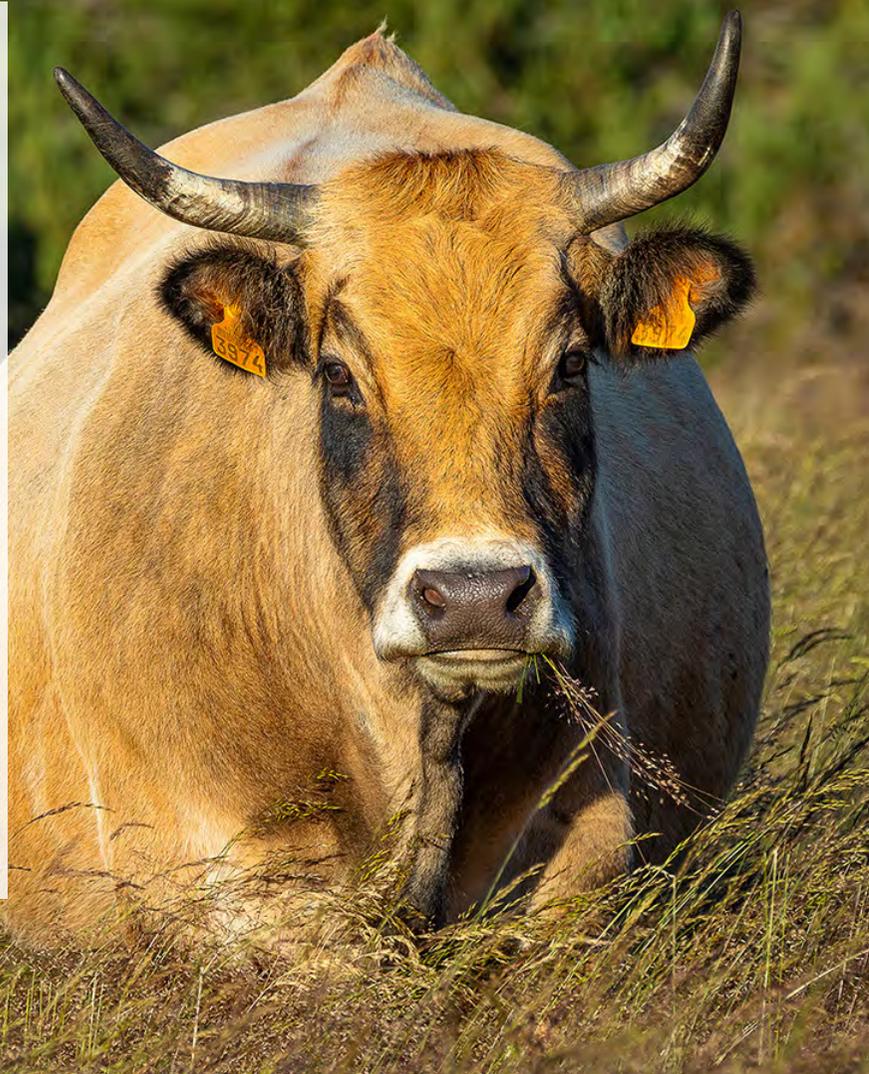
L'accessibilité de la ressource en eau joue un rôle central pour l'agriculture ligérienne. L'irrigation est une véritable assurance contre les aléas climatiques et permet de développer des productions à haute valeur ajoutée, comme le maraîchage bio.

Le Département est propriétaire du Canal du Forez, infrastructure stratégique pour l'irrigation de la plaine du Forez et la production fourragère ligérienne.

En 2018, le Département a porté des travaux de réfection de berges sur le secteur de Montbrison pour un montant de 85 000 €. Il a également soutenu la réalisation d'un projet d'irrigation collective à Nandax, à hauteur de 167 000 €.

### La filière forêt-bois

2018 a été une année de pleine activité pour le dispositif en faveur de la filière forêt-bois (plan de soutien 2015-2020). Sept dossiers en faveur des collectivités ont été accompagnés au titre de la rénovation et de la création de la voirie forestière. Par ailleurs, le Département a soutenu 43 projets de reboisement, soit 96 ha, dont l'objectif est de créer de la ressource pour l'industrie du bois.





# ENVIRONNEMENT

Préserver l'environnement et la biodiversité est une priorité pour le Département. Au-delà de ses missions, il joue un rôle d'information et de sensibilisation auprès du grand public.

*Les Grands Murgins, espace naturel sensible situé à Arcon.*

## Chiffres clés 2018

- 25** espaces naturels sensibles gérés par le Département
- 4** sites pouvant accueillir du public en situation de handicap
- 28** projets éducatifs environnementaux pour **1 900** collégiens
- 49** stations départementales de suivi de qualité des rivières

## LA PRISE EN COMPTE DE LA TRAME BLEUE

Certains ouvrages d'art (ponts) gérés par le Département peuvent constituer des obstacles à la libre circulation des poissons ou des sédiments dans les cours d'eau. Le bon état écologique des rivières s'en trouve altéré.

Pour le restaurer, le Département conduit avec plusieurs partenaires (syndicats de rivière, fédération de pêche, services de l'État...) une démarche visant à faire disparaître ces écueils. En 2018, une passe à poissons sur l'Isable (RD 8) a été aménagée à Amions.

## LA RESTAURATION ÉCOLOGIQUE DE PRÉPIEUX, ESPACE NATUREL SENSIBLE

Au titre de sa politique en faveur des milieux naturels et dans le cadre de sa compétence espaces naturels, le Département a acquis en 2013 la gravière de Prépieux, située à Unias. Objectif : développer l'aspect naturel du site, tout en créant des usages pour le public.

De septembre 2017 à septembre 2018, des travaux de restauration écologique ont été menés à la gravière de Prépieux, pour un budget de 315 000 €.

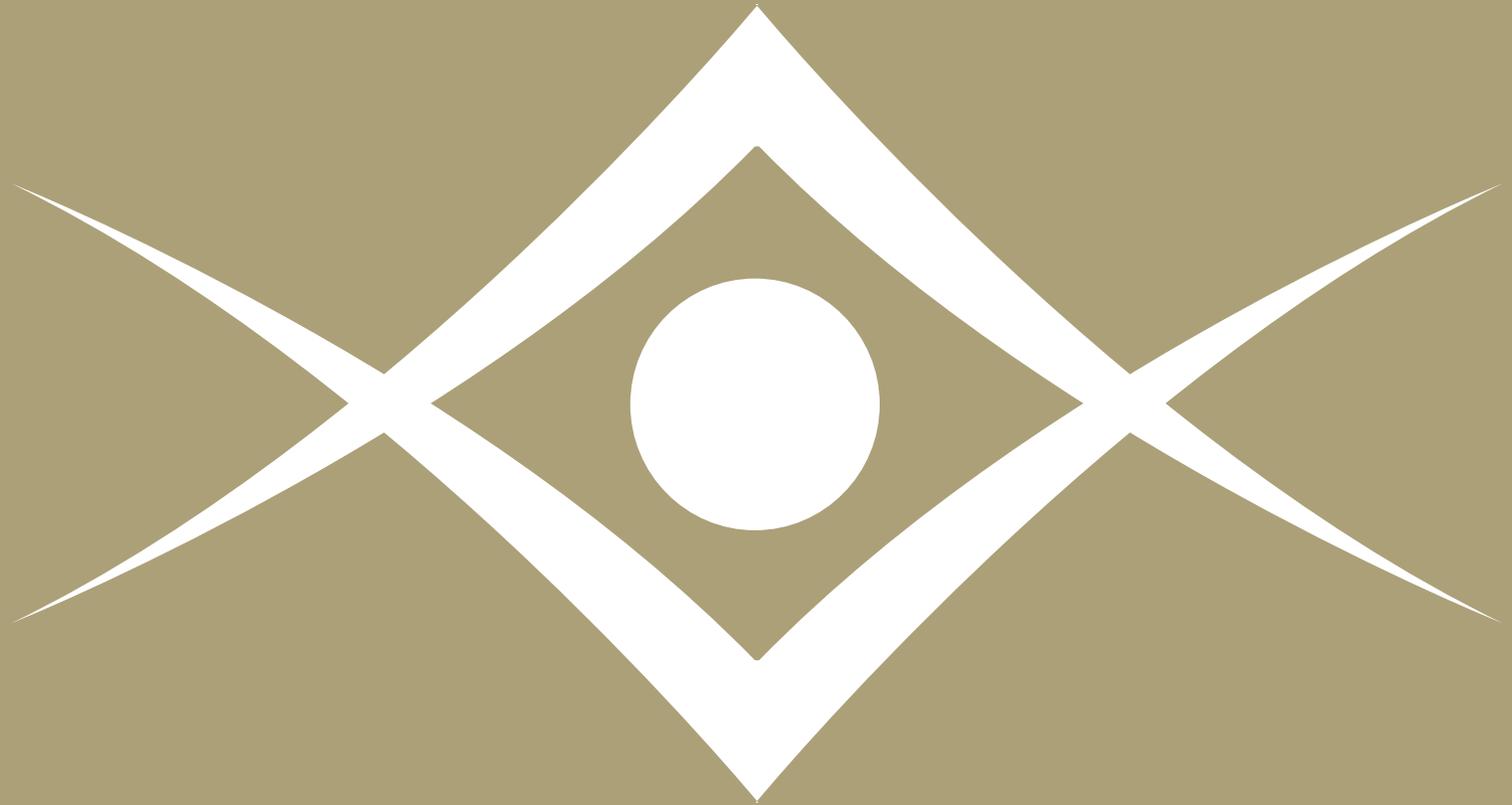
Une deuxième phase doit maintenant se mettre en place, visant à permettre l'ouverture au public et la mise en place d'une activité pêche. La définition précise du projet interviendra en 2019 et les travaux seront lancés en 2020-2021.



### Des animations tout l'été à Lespinasse

Sentiers de découverte, aires de jeu, étangs de pêche, amphithéâtre forestier, Grand Couvert... la Forêt de Lespinasse offre un vaste espace de loisirs pour les visiteurs ! En 2018, le Département a fêté les 50 ans de l'acquisition de cette forêt située sur les communes de Noailly, Saint-Forgeux-Lespinasse, Vivans.

Pendant l'été, le grand public était invité à (re)découvrir cet espace propice à la rêverie et à l'émerveillement autour d'animations : land art, à la rencontre des champignons, atelier cabane et initiation à la pêche en étang. Sans oublier des balades contées, des rallyes pédestres à énigmes ou encore la découverte des mystères de la forêt et des mares... Une initiative qui sera reconduite en 2019.



Institution

# L'institution

**Moderniser et valoriser  
l'action départementale**

**Loire**  
LE DÉPARTEMENT

Bienvenue au  
Département  
de la Loire  
Antenne  
de Montbrison

Ouvert au public  
du lundi au vendredi  
de 8h30 à 12h30  
et de 13h30 à 17h.



Département de la Loire

# L'INSTITUTION en chiffres

REPÈRE

# 799 M€

Budget 2018  
du Département

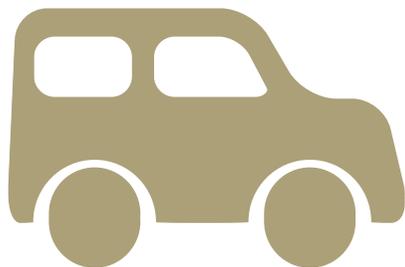


# 10 000

**abonnés**

à la page Facebook  
du Département  
fin 2018

# 220



**véhicules**

# 6 099

**postes**

de travail



dont **3 992** dans les collèges

# 3 996



**agents** rémunérés



# 366

**études** juridiques



# 5 850

**demandes**  
de formation

# L'assemblée départementale

42 conseillers départementaux ont été élus en mars 2015 pour un mandat de six ans. Chacun des 21 cantons qui composent la Loire est représenté par un binôme homme-femme. Georges Ziegler est président du Département depuis le 16 octobre 2017.



**Le président**  
Georges ZIEGLER

**1<sup>er</sup>**  
**ANDRÉZIEUX-BOUTHÉON**

Michèle MARAS  
Sylvain DARDOULLIER

**2<sup>e</sup>**  
**BOËN-SUR-LIGNON**

Chantal BROSSÉ  
Pierre-Jean ROCHETTE

**3<sup>e</sup>**  
**CHARLIEU**

Clotilde ROBIN  
Jérémy LACROIX

**4<sup>e</sup>**  
**LE COTEAU**

Véronique CHAVEROT  
Daniel FRÉCHET

**5<sup>e</sup>**  
**FEURS**

Marianne DARFEUILLE  
Pierre VÉRICEL

**11<sup>e</sup>**  
**ROANNE 1**

Brigitte DUMOULIN  
Jean-Jacques LADET

**12<sup>e</sup>**  
**ROANNE 2**

Pascale VIALLE-DUTEL  
Éric MICHAUD

**13<sup>e</sup>**  
**SAINT-CHAMOND**

Solange BERLIER  
Hervé REYNAUD

**14<sup>e</sup>**  
**SAINT-ÉTIENNE 1**

Fabienne PERRIN  
Georges ZIEGLER

**15<sup>e</sup>**  
**SAINT-ÉTIENNE 2**

Alexandra RIBEIRO CUSTODIO  
Jean-François BARNIER

**FIRMINY**  6°




Nathalie  
DESA-FERRIOL    Marc  
PETIT

**MONTBRISON**  7°




Annick  
BRUNEL    Jean-Yves  
BONNEFOY

**LE PILAT**  8°




Valérie  
PEYSSELON    Georges  
BONNARD

**RENAISON**  9°




Violette  
AUBURGER    Jean  
BARTHOLIN

**RIVE-DE-GIER**  10°




Séverine  
REYNAUD    Jean-Claude  
CHARVIN

**SAINT-ÉTIENNE 3**  16°




Arlette  
BERNARD    Pierrick  
COURBON

**SAINT-ÉTIENNE 4**  17°




Christiane  
JODAR    Paul  
CELLE

**SAINT-ÉTIENNE 5**  18°




Marie-Michelle  
VIALLETON    Régis  
JUANICO

**SAINT-ÉTIENNE 6**  19°




Nadia  
SEMÂCHE    Joseph  
FERRARA

**SAINT-JUST SAINT-RAMBERT**  20°



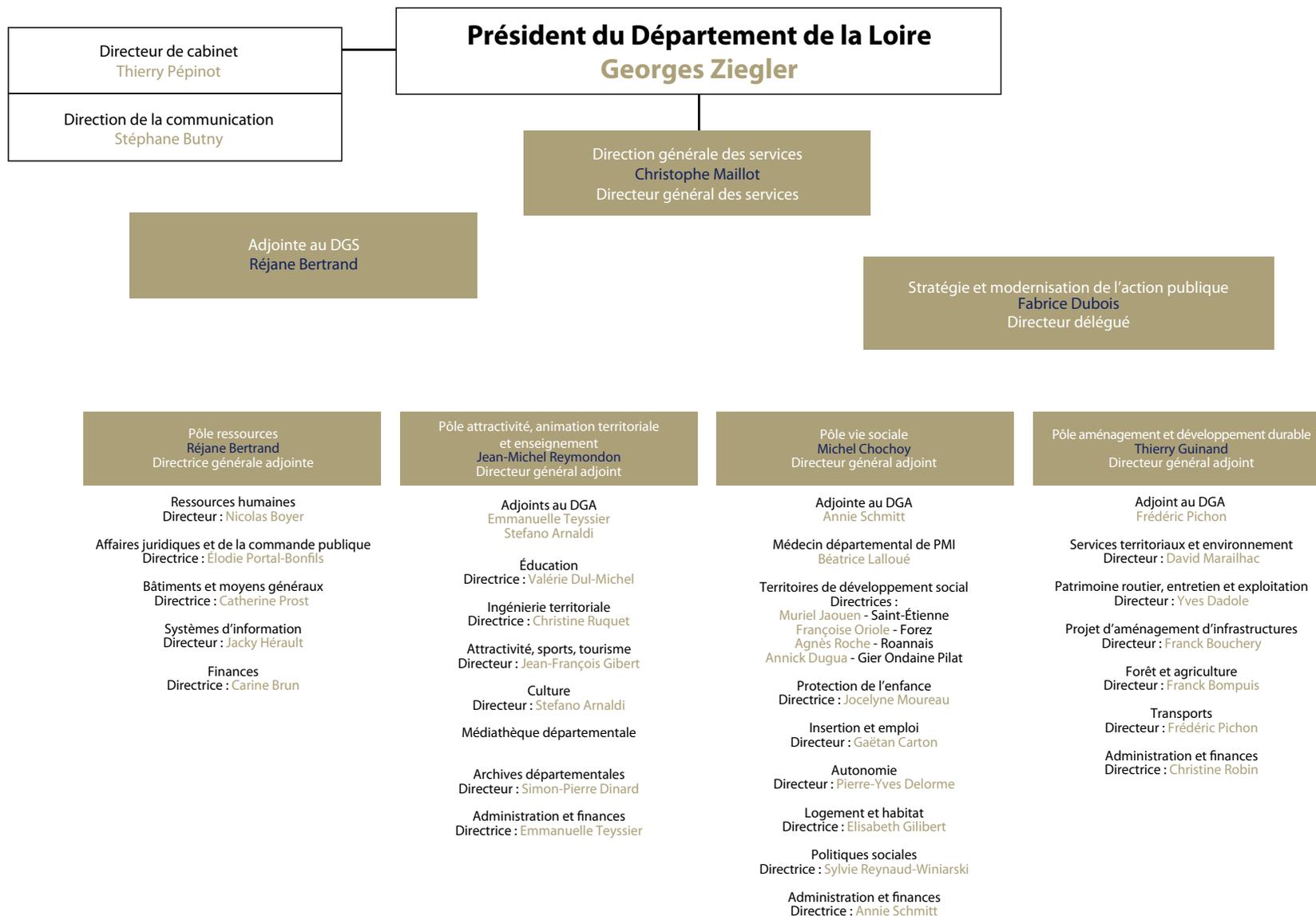

Colette  
FERRAND    Alain  
LAURENDON

**SORBIERS**  21°

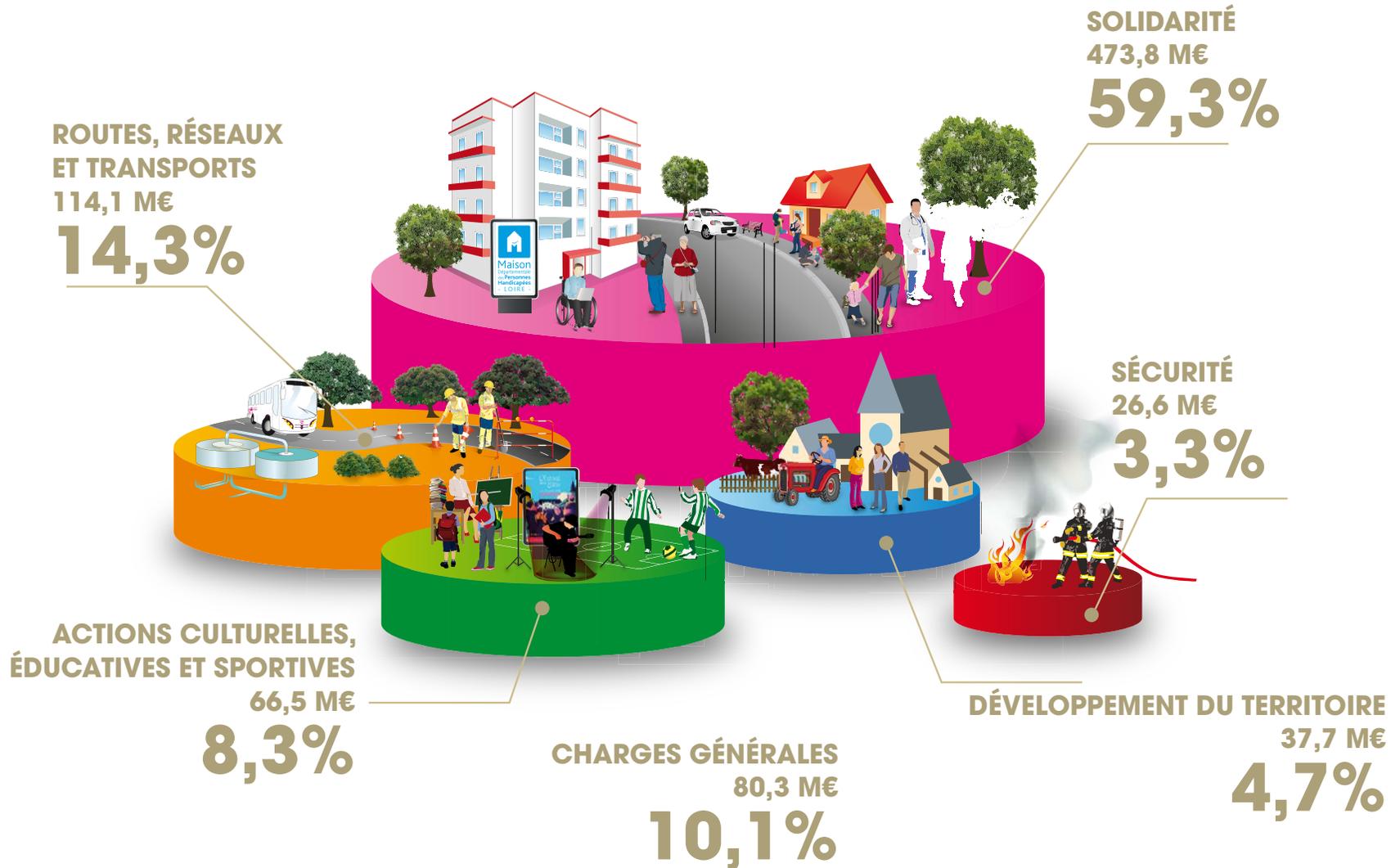



Corinne  
BESSON-FAYOLLE    Yves  
PARTRAT

# Organigramme des services



# Budget 2018 : 799 millions d'euros





# LE PLAN DE MODERNISATION

Confronté à des enjeux majeurs tels que le resserrement des marges financières, les évolutions sociales, l'adaptation des compétences et des modes de management, le Département doit innover, avec une conviction : les solutions d'hier ne correspondent plus forcément aux problèmes d'aujourd'hui.

Élaboré en 2017 avec la direction générale élargie, le plan de modernisation doit permettre de renforcer la performance du Département et répondre de manière toujours plus efficace aux besoins du territoire et de ses habitants. Il s'articule autour de quatre axes :

- Travailler toujours mieux ensemble
- Fluidifier et éclairer la prise de décision
- Conforter la capacité d'adaptation de la collectivité
- Tourner davantage la collectivité vers son territoire

## DES ACTIONS QUI IMPLIQUENT TOUS LES AGENTS

En 2018, 15 nouvelles actions ont été lancées. Pour chacune d'entre elles, des pilotes issus de différentes directions ont été identifiés.

Il s'agit, par exemple, d'expérimenter le télétravail, de définir un programme de simplification des procédures, d'informatiser la gestion des congés, d'élaborer une charte managériale, etc.

La modernisation de l'action départementale impliquant tous les agents et cadres, ceux-ci ont pu participer à cette démarche, à travers des groupes de travail, des questionnaires et un Challenge innovation ouvert à tous.

### Challenge innovation : un concours d'idées innovantes

Du 19 au 30 novembre 2018, les agents du Département ont été invités à participer au Challenge innovation. Le principe : proposer des idées innovantes pour que la collectivité s'adapte aux évolutions du monde actuel. Les agents ont pu s'exprimer sur deux thématiques :

- 1 - Comment améliorer la qualité de vie au travail ?
- 2 - Comment améliorer le service aux usagers ?

Plus de 500 personnes ont participé au challenge. Les idées ont été soumises au vote des agents. Avec 132 idées postées et près de 2 000 votes, cette première édition est une réussite. 12 idées retenues seront mises en œuvre, telles que la mise en place d'un drive local de produits fermiers sur les principaux sites du Département ou l'envoi d'un rappel de rendez-vous automatique par SMS ou mail aux usagers.

## UN SÉMINAIRE INTERNE CONSACRÉ AU PLAN DE MODERNISATION

Le 4 octobre 2018, près de 200 cadres du Département se sont réunis pour une journée de rencontre, de travail et d'échanges. Objectif : partager les avancées des actions du Plan de modernisation et approfondir certains projets à travers des ateliers collaboratifs.

Des mini-ateliers ont ainsi permis d'échanger autour de plusieurs actions engagées, comme l'accueil des nouveaux arrivants, les réseaux sociaux, l'utilisation des outils de communication digitale interne, la culture commune, les réseaux métiers.

Le séminaire a également été consacré à l'élaboration de la charte managériale, avec notamment des ateliers autour des valeurs managériales de la collectivité.





## RESSOURCES HUMAINES

La direction des ressources humaines prend pleinement part à la modernisation de la collectivité. Nouveau plan de formation, expérimentation du télétravail et mise en place d'un réseau d'assistants de prévention étaient au programme en 2018.

### Chiffres clés 2018

**3 996** agents rémunérés, dont **514** assistants familiaux

**362** personnes accompagnées dans leur mobilité professionnelle, dont **104** nouvelles situations

**227** jurys représentant **780** candidats

**5 850** demandes de formation

**1 543** visites médicales

**53** études de postes réalisées

### LE PLAN DE FORMATION TRIENNAL 2019/2021

En 2018, la conception d'un plan de formation triennal a été impulsée pour répondre aux enjeux de la collectivité en évolution permanente. Un recensement des besoins a été opéré auprès des directions permettant l'expression de près de 200 souhaits de formation.

Quatre axes stratégiques ont été priorités :

- AXE I : Modernisation de l'action publique
- AXE II : Bien-être et sécurité au travail
- AXE III : Management
- AXE IV : Développement des compétences

Parallèlement, le règlement de formation a été rénové dans une démarche partenariale avec les organisations syndicales.



## L'EXPÉRIMENTATION DU TÉLÉTRAVAIL

Ce projet, validé lors de l'assemblée départementale du 3 décembre 2018, résulte d'une volonté politique et institutionnelle de proposer une généralisation du télétravail à l'horizon de janvier 2020. Il s'inscrit dans le cadre du plan de modernisation, et plus largement dans la volonté de la collectivité de contribuer aux trois piliers du développement durable que sont :

- l'impact sur l'environnement, avec notamment une réduction des émissions de carbone et une contribution à la baisse de l'effet de serre,
- une dynamique économique positive pour les agents télétravailleurs grâce à la réduction des trajets favorisant une diminution des coûts liés aux déplacements.
- une dimension sociale, le télétravail permettant une meilleure conciliation des temps de vie qui implique davantage d'équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle. C'est aussi un vecteur de diminution de la fatigue et du stress.

Le télétravail est ainsi facteur de performance et d'efficacité. Pour la collectivité, c'est également un atout en termes d'attractivité et d'innovation publique. 44 agents testeront pendant 6 mois le dispositif début 2019.

## LA POLITIQUE DE PRÉVENTION ET SANTÉ AU TRAVAIL

La collectivité a réaffirmé l'importance de la mise en place d'une politique de prévention et santé au travail, avec le démarrage effectif du réseau des assistants de prévention. 77 agents se sont portés volontaires dans ce cadre. Cet axe a été conforté avec la poursuite des actions déjà engagées dans le domaine de la prévention, de la santé et de la sécurité au travail, mais également l'amorce la rénovation du Document unique d'évaluation des risques (DUER) et son volet risques psycho-sociaux (RPS) notamment.

# COMMUNICATION

Vidéos, webzine, réseaux sociaux... pour rester au plus près des Ligériens, l'institution s'adapte aux nouvelles formes de communication. En parallèle, elle veut créer du lien avec ses agents, premiers ambassadeurs du Département.

## Chiffres clés 2018

**1,72 M** de visites sur loire.fr (+10,6%)

**36%** des visites sur smartphone

**10 000** abonnés à la page Facebook du Département

## LOIRE WEBZINE, UN MAGAZINE MULTIMÉDIA

Loire Magazine a renforcé son identité multimédia en proposant un nouveau format de reportages vidéo conçus pour sa déclinaison numérique Loire webzine. Valorisation des initiatives départementales, des acteurs du territoire, des atouts touristiques ligériens... Réalisées en interne, ces vidéos tournées et montées sur smartphone présentent de façon vivante l'action du Département. Un sous-titrage les rend accessibles au public malentendant. Ces productions sont également relayées avec succès sur les réseaux sociaux. Quelques exemples : "Ma nounou s'appelle Gilles", "Vis ma vie de secouriste", "Mémoires de 14-18", "Ces handicaps qui ne se voient pas"...

## LE DÉPARTEMENT SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Pour toucher un nouveau public, moderniser son image et établir un lien direct avec les Ligériens, le Département a lancé en janvier 2018 ses deux pages officielles sur Facebook et Twitter. Gérée par la direction de la communication, la page Facebook s'adresse au grand public. Valorisation du territoire, idées de sorties, infos pratiques, services, promotion des événements composent sa ligne éditoriale. La page twitter est animée par l'attaché de presse et s'adresse davantage aux journalistes, élus, partenaires... À l'issue de cette première année, la page Facebook compte 10 000 abonnés et la page twitter près de 2 000. Le déploiement sur les réseaux se poursuivra en 2019, avec le lancement de la page Instagram et le déploiement sur LinkedIn.

## LA COMMUNICATION INTERNE SE TRANSFORME

Le Département compte plus de 3 000 agents répartis sur un vaste territoire géographique, avec des métiers parfois très éloignés. Alors, comment créer du lien, partager une culture commune, informer, faire participer, échanger ? Pour y répondre, la nouvelle mission de communication interne met en place un plan d'actions interne, sous le signe de l'innovation et de la convivialité.

Quelques actions ont déjà vu le jour, comme le Challenge innovation, des réunions d'information sur le prélèvement à la source, les collectes solidaires Working mum, l'inscription en ligne aux campagnes de vaccination, le don du sang, des jeux concours...

Côté innovation, la cellule com' interne expérimente avec la DSI la digital workplace, évolution technologique des intranets en réseau social d'entreprise. Cet espace de travail 2.0, véritable portail collaboratif et interactif, pourrait à terme être étendu à tous les agents.

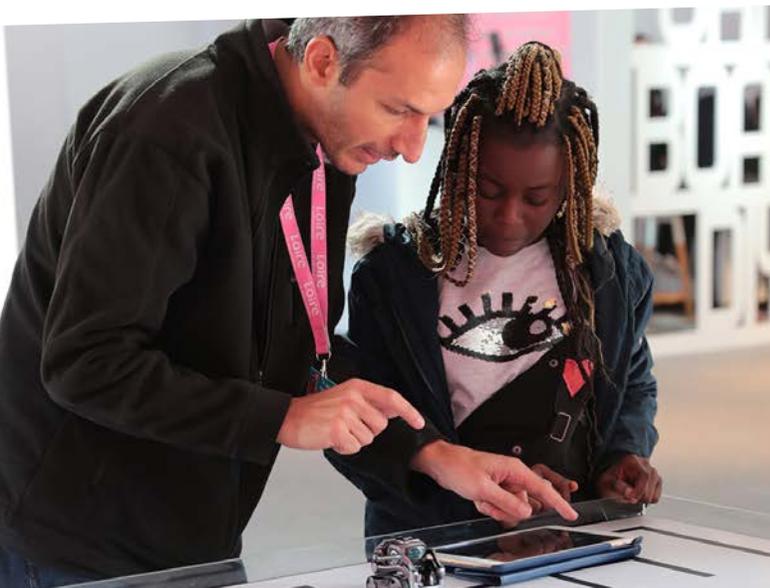
Rattachée hiérarchiquement à la direction des ressources humaines, la mission com'interne est fonctionnellement et géographiquement installée dans les locaux de la direction de la communication.

## LOIRE 4.2, DÉPARTEMENT CONNECTÉ

Le stand du Département à la Foire internationale de Saint-Étienne, du 21 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2018, était une nouvelle fois dédié au numérique. Avec *Joue-la comme Perrin*, une animation vidéo personnalisable, le visiteur a pu entrer dans la peau du nouvel attaquant de l'ASSE : signature du contrat, entraînement, premier match à Geoffroy-Guichard et but sous les acclamations du public !

Toujours sur son stand, le Département a invité le public à vivre une expérience de réalité virtuelle avec *Sensations Loire* : quand paysages et sensations fortes se rencontrent... Wakeboard, parapente, descente en rappel, vélo, etc. Munis d'un casque de réalité virtuelle, les visiteurs ont découvert leur département comme ils ne l'avaient jamais vu ! 

Ces deux animations ont été imaginées et conçues par la direction de la communication, avec l'expertise de deux agences : Teaser Medias et Webqam. La scénographie et l'aménagement ont entièrement été conçus en interne.





# BÂTIMENTS ET MOYENS GÉNÉRAUX

Au service de l'ensemble des pôles du Département, la direction des bâtiments et des moyens généraux mène des opérations de travaux en maîtrise d'ouvrage directe, et gère l'ensemble des moyens de la collectivité.

## Chiffres clés 2018

**295** sites

**614 501 m<sup>2</sup>** de locaux couverts par un contrat d'assurance

**2 200** lettres et bons de commande

**400** marchés supérieurs à **25 000** euros en cours d'exécution

**238** nouveaux marchés notifiés

**220** véhicules entretenus par le garage départemental

## GÉRER LES BIENS IMMOBILIERS, ENTREtenir LES SITES

Pour les besoins du pôle vie sociale, le Département a acquis deux nouveaux sites : l'un situé allée de l'Électronique à Saint-Étienne, l'autre 17 boulevard Waldeck Rousseau à Saint-Chamond.

À Saint-Étienne-le-Molard, le gardien veille sur le château de la Bâtie d'Urfé tout en entretenant le jardin, ce qui représente 4 km de buis à tailler, 60 ifs et environ 2 ha de pelouses, sans compter les allées à désherber.

Au quotidien, les deux ateliers de la DBMG, dont l'un est situé à l'Hôtel du Département et l'autre rue d'Arcole à Saint-Étienne, répondent à toutes les sollicitations pour dépanner, réparer et embellir les locaux.



*Le site de la rue Paul Petit à Saint-Étienne*

## ORGANISER LES TRAVAUX ET GÉRER LES DÉMÉNAGEMENTS

Pendant l'année, de nombreux déménagements ont été effectués, que ce soit lors de l'implantation d'un nouveau site (Balbigny, rue Jean-Baptiste Clément à Roanne, rue Édouard Michaud au Chambon-Feugerolles), ou sur un même site à l'occasion d'une réorganisation.

### **Site de la rue Paul Petit à Saint-Étienne**

L'organisation du déménagement des 250 agents du pôle aménagement et développement durable et du pôle attractivité, animation territoriale et enseignement est un travail de longue haleine, qui mobilise pleinement les équipes de la DBMG (travaux, mobilier, équipements, déménagements). Les futurs occupants collaborent activement à la réussite de l'opération.

### **Pôle vie sociale**

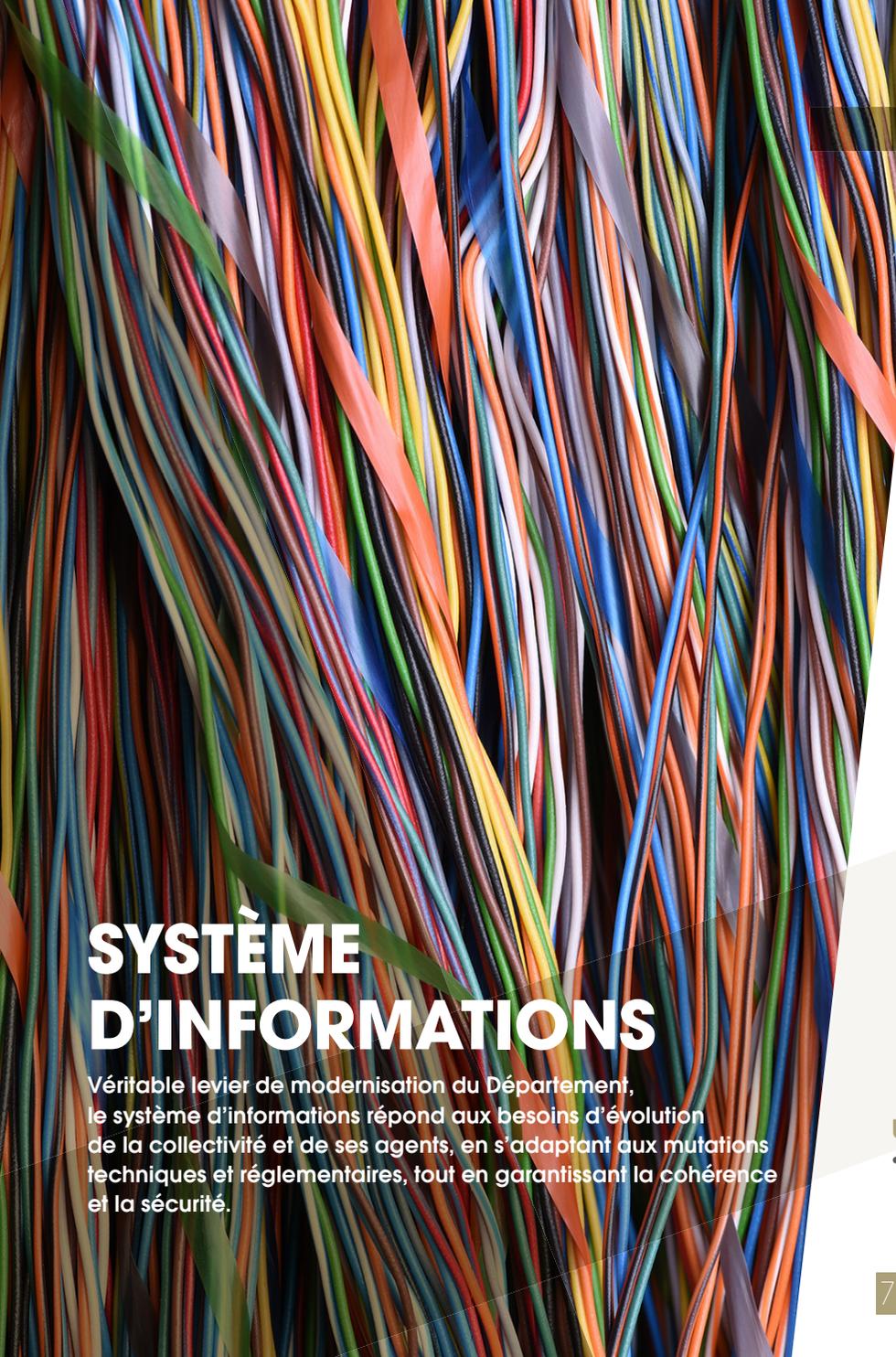
Le programme de réimplantation du pôle vie sociale à Saint-Étienne a été lancé. À terme, 271 personnes sont concernées par les déménagements successifs.

### **Centre départemental d'exploitation et d'entretien de Violay**

La DBMG a lancé une étude de faisabilité pour ce CDEE. Ce type de bâtiment comprend une base de vie pour la dizaine d'agents qui y travaillent (vestiaires, salle de prise de repas, bureaux...) et une zone technique comprenant les garages des camions et autres véhicules, un atelier, des zones de stockage, un abri à sel et à pouzzolane, un poste de saumurage, une aire de lavage... L'objectif de cette étude est d'évaluer les possibilités de rénovation du bâtiment actuel, de comparer ce coût avec celui d'une nouvelle construction et de lister les avantages et inconvénients de chaque solution. Cette étude a conduit à privilégier une construction neuve, dont les études de maîtrise viennent de commencer.

### **Extension du bâtiment des Archives départementales**

Les travaux se sont poursuivis en 2018. Ils comprennent la réalisation de huit magasins correspondant à 13,2 km de rayonnages destinés à augmenter la capacité de stockage du site.



# SYSTÈME D'INFORMATIONS

Véritable levier de modernisation du Département, le système d'informations répond aux besoins d'évolution de la collectivité et de ses agents, en s'adaptant aux mutations techniques et réglementaires, tout en garantissant la cohérence et la sécurité.

## Chiffres clés 2018

**60** projets dans le portefeuille projets informatiques

**9** nouveaux projets lancés

**86** marchés en cours (**100%** dématérialisés)

**175 000** mails échangés avec l'extérieur / mois

**645 000** mails échangés en interne / mois

**13 543** appels hotline

**6 099** postes de travail, dont **3 992** dans les collèges

## UN SYSTÈME D'INFORMATIONS PERFORMANT ET COHÉRENT

Au cœur de la transformation digitale, le système d'informations doit évoluer en adéquation avec les enjeux de la modernisation de l'institution.

### La dématérialisation des processus métiers

- Ouverture du dispositif de demande de subvention en ligne dans le domaine des sports.
- Dématérialisation de la chaîne comptable.
- Poursuite du déploiement du parapheur électronique avec la signature des marchés, des délibérations, des courriers, des bordereaux journaux.
- Développement d'une solution de gestion du Fonds d'aide aux jeunes en difficulté (FAJD).
- Déploiement de la gestion de projet étendu au plan de modernisation.

### Une organisation adaptée

- Intégration d'une partie des agents de la cellule MOQ du pôle vie sociale.

## Le partage favorisé pour mieux travailler ensemble

- Lancement d'un test pour une solution de "digital workplace" (cf. p.75) en complément d'une réflexion sur les nouveaux outils de communication.
- Expérimentation d'une plateforme d'idées pour le Challenge innovation.
- Intégration des premiers jeux de données (INSEE) pour l'observatoire départemental.

## L'ADAPTATION PERMANENTE AUX ÉVOLUTIONS TECHNIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

Il s'agit de s'adapter aux évolutions réglementaires et techniques dans un contexte de dématérialisation renforcée :

- mise en place du prélèvement à la source,
- définition de la nouvelle architecture technique des collèges en respect de la loi Peillon, valorisation du projet et planification de son déploiement sur cinq ans,
- mise en œuvre des premiers versements des archives électroniques sur le Système d'archivage électronique (SAE).

## UNE INFRASTRUCTURE ROBUSTE ET SÉCURISÉE

L'objectif est de renforcer, faire évoluer, maintenir et adapter les infrastructures aux besoins de la dématérialisation, tout en maintenant la sécurité :

- adaptation de l'infrastructure pour faciliter et sécuriser la mise en place du télétravail,
- évolution du réseau AMPLIVIA pour les collèges qui sont tous raccordés en fibre optique,
- finalisation de la migration du SI du GIP TERANA,
- renforcement de la sécurité face aux attaques virales,
- renforcement du filtrage et de la traçabilité des accès Internet,
- lancement de la migration des postes de travail de Windows XP vers Windows 10.



## LE DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE (SIG)

L'Assistance à maîtrise d'ouvrage portant sur les orientations des SIG au sein du Département a été rendue en début d'année. Elle a notamment confirmé le déploiement du SIG bureautique libre QGIS ; le Département est ainsi passé de 10 à presque 50 postes équipés (cf. p.53).

Une nouvelle application a également été développée : Ligéo Collèges. Elle fait notamment suite à un travail de sectorisation des collèges pour l'affectation des élèves en classe de 6°. La nouvelle application permettant la gestion des données cadastrales et utilisant la nouvelle technologie (GÉO) est déployée.

Par ailleurs, les démarches de partenariat avec le Centre régional Auvergne-Rhône-Alpes d'information géographique (CRAIG) se sont poursuivies afin de préparer une adhésion au Groupement d'intérêt public CRAIG en 2019.



# LES AFFAIRES JURIDIQUES ET LA COMMANDE PUBLIQUE

La direction des affaires juridiques et de la commande publique a poursuivi son activité de conseil auprès des élus et des services et s'est investie auprès des entreprises pour les accompagner dans le processus de dématérialisation de la commande publique.

## Chiffres clés 2018

### Affaires juridiques et documentation

**366** études juridiques

**2 200** documents diffusés

**172** recherches juridiques

### Commande publique

**965** contrats

**63 M€ HT** d'engagements contractuels d'achat

## LES AFFAIRES JURIDIQUES

### L'accompagnement des projets de la collectivité

Les affaires juridiques ont contribué à la conduite de certaines actions du plan de modernisation telles que le télétravail, la refonte des arrêtés de délégation de signature ou l'harmonisation des étapes et supports de décision. La direction a également apporté son expertise dans le cadre du projet de développement de la station de Chalmazel.

### La mise en place du délégué à la protection des données personnelles

Cette mission a été installée en fin d'année et sera développée en 2019.



## LA COMMANDE PUBLIQUE

### La dématérialisation des marchés publics

Le service a fortement accompagné la mise en œuvre de la réglementation et la montée en compétence des opérateurs économiques en matière de dématérialisation des achats.

Ainsi, le service a participé à cinq conférences en direction des collectivités adhérentes de la plateforme et des entreprises du territoire, sur les trois arrondissements du département. L'effort de communication a porté essentiellement sur les fonctionnalités de la plateforme dans les procédures d'achat, la signature électronique, et les prérequis techniques.

Ces informations ont été regroupées en e-services sur [marchespublics.loire.fr](http://marchespublics.loire.fr). Un mailing (5 500 envois) a été adressé aux entreprises ligériennes.

Cette campagne de grande envergure a permis d'enclencher dans de bonnes conditions l'achat 100% dématérialisé au 1<sup>er</sup> octobre 2018.

# FINANCES

En pilotant la conception et l'exécution du budget en lien avec les différents pôles, la direction des finances participe à la mise en œuvre de la politique départementale, dans le respect des objectifs fixés par l'exécutif.

## Chiffres clés 2018

**662,9 M€** de dépenses réelles de fonctionnement (hors frais financiers)

**67,9 M€** de dépenses réelles d'investissement (hors dette)

**34,9 M€** d'annuité

**340,9 M€** encours de dette au 31/12/2018

**608,8 M€** encours de la dette garantie au 31/12/2018

**744,7 M€** de recettes réelles (hors résultats)

**21 M€** d'emprunts mobilisés, soit un désendettement net de **4,3 M€**

## LA DÉMATÉRIALISATION DE LA CHAÎNE COMPTABLE

De nombreux échanges entre les services opérationnels et les directions fonctionnelles (finances, système d'informations et affaires juridiques) ont eu lieu pour accompagner chaque agent dans le changement des pratiques et des procédures comptables. Le chantier de dématérialisation s'est accéléré en 2018, avec notamment la dématérialisation de l'ensemble des pièces justificatives des mandats et titres. La dématérialisation de la chaîne comptable sera totale en 2019, avec la signature électronique des bordereaux journaux.

En parallèle, un travail partenarial a également été engagé avec la pairie et les services pour améliorer la qualité de justification des dépenses et des titres par la réalisation de référentiels des pièces justificatives.

## CHORUS PRO : UNE RÉCEPTION PROGRESSIVE DES FACTURES DÉMATÉRIALISÉES DES ENTREPRISES

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, les grandes entreprises sont dans l'obligation de transmettre leurs factures sous format électronique, via un portail de l'État : Chorus Pro. En 2018, les entreprises de taille intermédiaire ont été soumises à cette obligation. Au global, 3 430 factures déposées sur Chorus Pro ont été traitées, soit plus de 2 000 factures de plus qu'en 2017. Cela représente 34% des factures liquidées par les services. Ces chiffres seront en constante augmentation jusqu'en 2020, date à laquelle l'ensemble des entreprises devront alors transmettre leurs factures via ce portail.

## LE PACTE FINANCIER 2018-2020

La Loi de programmation des finances publiques 2018-2022 vise à poursuivre les efforts des collectivités dans le redressement des comptes publics. Dans ce cadre, l'État a sollicité les 322 collectivités les plus importantes pour limiter la hausse de leurs dépenses de fonctionnement de 1,2% par an, inflation comprise, permettant ainsi de renforcer le désendettement et l'autofinancement des collectivités. Cet engagement s'est traduit pour le Département par la signature d'un pacte financier pour la période 2018-2020, qui a mobilisé l'ensemble des acteurs. Chaque année, une analyse concertée sera réalisée avec les services préfectoraux et la DDFIP afin de déterminer si les objectifs du pacte sont respectés.

## LES GARANTIES D'EMPRUNT, UN INSTRUMENT D'INTERVENTION EN FAVEUR DU TERRITOIRE

En facilitant leurs démarches d'obtention de prêts, les garanties d'emprunt constituent des aides indirectes importantes pour les emprunteurs. En 2018, le Département a accordé 40 M€ de nouvelles garanties d'emprunt, favorisant ainsi la réalisation de 53 opérations de construction, de rénovation et de sécurité dans les secteurs social, scolaire et du logement, comme la reconstruction du Centre départemental d'aide par le travail à Saint-Priest-en-Jarez, la reconstruction de la maison d'enfants Jean-Baptiste d'Allard à Montbrison ou la construction d'une unité de vie à Salvizinet.

A hand is shown holding a colorful graphic. The graphic features a white car in the center, surrounded by various colored circles and lines. Above the car are stylized buildings in green and blue. The background of the hand is a close-up of a person's ear and hair.

# STRATÉGIE ET MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE

Au sein de la direction générale des services, la direction déléguée stratégie et modernisation de l'action publique contribue à la modernisation et à la cohérence de l'action publique départementale. Elle anime des démarches transversales qui permettent de conforter les positionnements stratégiques de la collectivité, de favoriser le développement d'un cadre de management et de renforcer le pilotage des politiques publiques départementales.

## Chiffres clés 2018

**19** politiques départementales débattues  
dans **4** commissions thématiques

**23** directions rencontrées sur la prise en compte de l'usager

**16** bénéficiaires rencontrés dans le cadre de l'évaluation  
de la politique habitat et logement

## L'HARMONISATION DES ÉTAPES ET SUPPORTS DE DÉCISION

Cette action du plan de modernisation vise à rendre le cycle de décision plus fluide et l'action départementale plus lisible et compréhensible pour tous (élus, agents départementaux, partenaires, usagers).

La SMAP a contribué à animer une démarche de structuration des politiques départementales et à établir une trame commune de présentation des rapports et délibérations du budget primitif 2019, pour garantir une présentation cohérente, harmonisante et plus éclairante à l'échelle départementale.

Les services ont été accompagnés pour l'appropriation de ces évolutions dans leurs pratiques et conseillés pour la préparation des nouvelles commissions au périmètre élargi.

A person in a blue suit is holding a white house icon with a window. The house icon is positioned in the center-left of the page. The person's hands are visible, one above and one below the house icon, as if they are presenting or supporting it. The background is a dark blue, textured surface.

## L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE HABITAT - LOGEMENT

En 2018, la SMAP a accompagné une démarche d'évaluation et de structuration de la politique habitat - logement visant à adapter la stratégie départementale au contexte territorial actuel, tout en renforçant son efficacité et sa lisibilité. La réflexion s'est appuyée sur une trentaine d'entretiens avec des partenaires, la rencontre de 16 bénéficiaires d'aides départementales, des groupes de travail internes au Département, ainsi qu'un benchmark avec quatre autres Départements.

Ce travail a permis aux élus de redéfinir un nouveau cadre stratégique recentré sur trois thématiques prioritaires : l'adaptation des logements à la perte d'autonomie, l'accompagnement des ménages défavorisés et la lutte contre la précarité énergétique.

## LE PLAN DE PRÉVENTION DU BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT (PPBE)

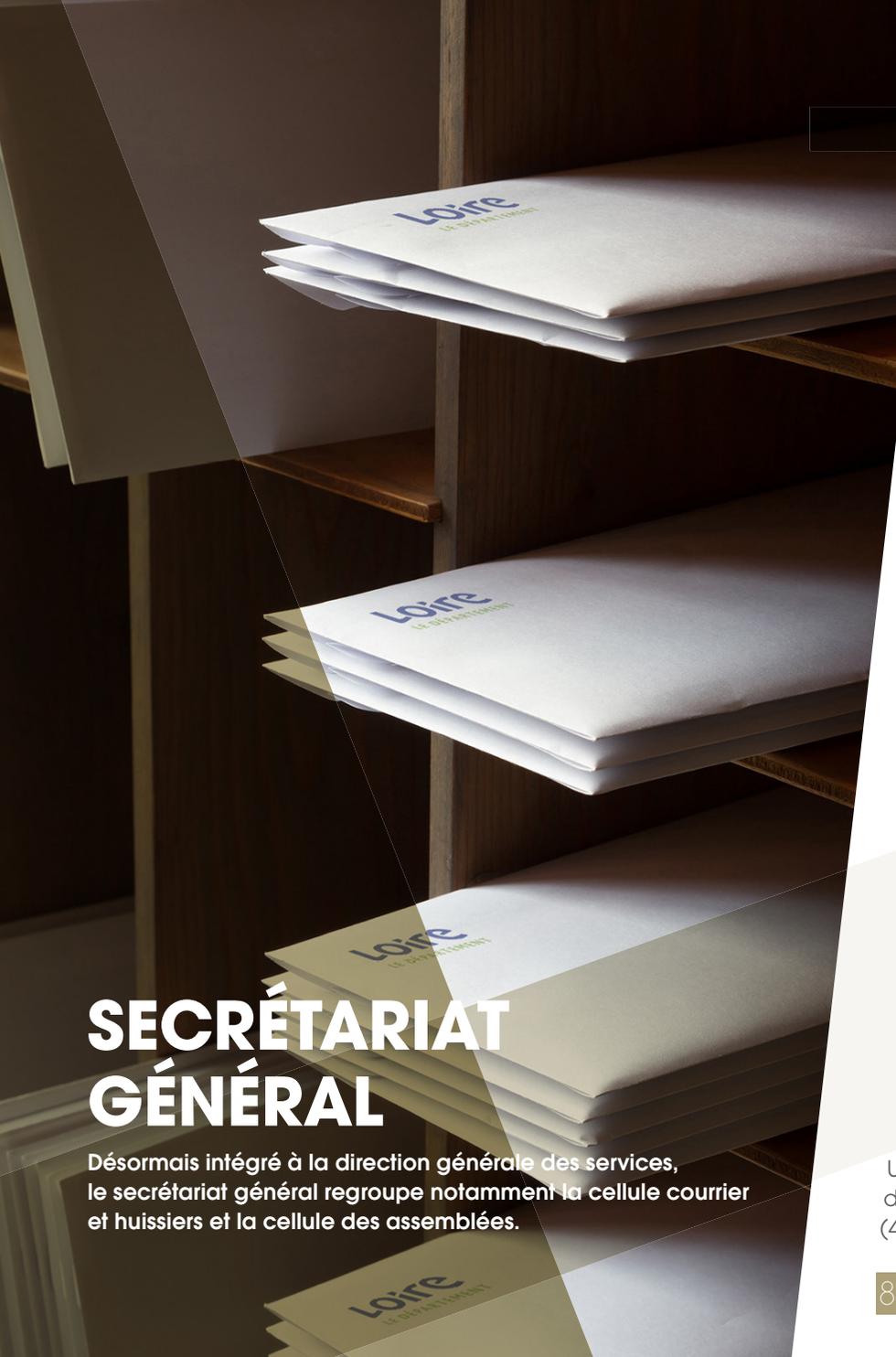
Le Plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) est entré dans sa deuxième phase. Après une première étape dédiée aux riverains des routes de trafic supérieur à 16 400 véhicules/jour, le Département accompagne désormais les propriétaires de logements situés le long de routes départementales avec un trafic supérieur à 8 200 véhicules/jour, pour des travaux d'isolation phonique de leur habitation.

En 2018, après la vérification des niveaux sonores en façade des habitations et la priorisation des secteurs impactés par le bruit, des audits acoustiques et thermiques ont été proposés aux propriétaires. 161 d'entre eux ont accepté ces audits qui permettront d'évaluer les travaux à réaliser.

## LA PRISE EN COMPTE DES USAGERS

L'ensemble des politiques publiques conduites par le Département vise à répondre, directement ou par l'intermédiaire de tiers, aux besoins des usagers et des citoyens. "Renforcer la prise en compte des usagers dans les politiques publiques" est une des actions de l'Agenda 21. En 2018, 23 directions ont été rencontrées afin de réaliser un état des lieux avec trois niveaux d'analyse : typologie des usagers, motifs et canaux de contact et démarches existantes.

Quatre axes de travail ont ainsi été dégagés autour de la communication, l'accompagnement méthodologique, les échanges de pratiques et l'impulsion de nouvelles actions.



# SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Désormais intégré à la direction générale des services, le secrétariat général regroupe notamment la cellule courrier et huissiers et la cellule des assemblées.

## Chiffres clés 2018

**18 892** courriers à la signature du président, des vice-présidents et du directeur général des services

**55** rapports examinés, au cours de **4** séances en Assemblée départementale

**692** rapports étudiés, au cours de **13** séances de la Commission permanente

**11 937** courriers numérisés dans ELISE

## LES MISSIONS

Le secrétariat général gère :

- les parapheurs destinés aux élus et au directeur général des services avec relecture et enregistrement,
- l'envoi du courrier, la gestion des lettres dites "réservées", la diffusion et la distribution,
- l'accueil et la réservation de salles de l'Hôtel du Département,
- les réunions des Commissions permanentes,
- les séances de l'Assemblée départementale (en moyenne 4 fois par an),
- les commissions spécialisées (calendriers, convocations...).

## LA MAÎTRISE DU BUDGET COURRIER

Pour répondre aux objectifs de maîtrise des budgets, le secrétariat général a mis l'accent sur l'envoi en volume du courrier courant :

- ajout d'un module de tri du courrier sur la machine à affranchir,
- envois en nombre et limitation des formats d'enveloppes,
- rencontres avec les services pour expliquer la démarche et implication de toute l'équipe courrier.

Une baisse des dépenses d'affranchissement, malgré une hausse très significative des tarifs de la Poste, a été dégagée, avec un budget de 470 795 € en 2018 (483 795 € en 2016).

CRÉATION : DIRECTION DE LA COMMUNICATION - IMPRESSION : DÉPARTEMENT DE LA LOIRE - DÉPÔT LÉGAL : 06/2019  
CRÉDITS PHOTOS : FRÉDÉRIC CHAMBERT - DÉPARTEMENT DE LA LOIRE - ENTREPRISE FREYSSINET - HUBERT GENOUILHAC -  
VINCENT POILLET - ATELIER D'ARCHITECTURE RIVAT - FABRICE ROURE - ELYAS SAENS - JOHANN TROMPAT - ADOBE STOCK

**loire.fr**    

**DÉPARTEMENT DE LA LOIRE**

Hôtel du Département  
2 rue Charles de Gaulle  
42022 Saint-Étienne cedex 1  
Tél. 04 77 48 42 42